

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1929

### Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1929.

(Voir les nos 4-XIV, 25 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 18, 19 et 20 décembre 1928.)

Présents : MM. LAFONTAINE président; DE CLERCQ, FRANÇOIS, HUISMAN-VAN DEN NEST, LABOULLE, PIERLOT et VAN OVERBERGH, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Dans son ensemble, la situation reste favorable, concluait notre Rapport de 1928.

Dans son ensemble, ajoutons-nous en 1929, la situation s'est encore notablement améliorée.

Pour déterminer la situation l'an dernier, nous avons consulté l'état de notre devise, de la balance des comptes, de la Trésorerie et du Budget. Nous avons conclu: « Les quatre indices principaux de la situation financière sont donc favorables. La Belgique poursuit sa convalescence. Elle est en marche vers la santé pourvu qu'elle suive les prescriptions d'un régime imposé par la nature même des choses. »

En 1929, ces indices sont devenus plus favorables encore.

Notre devise est ferme et la stabilisation française a fait disparaître une menace possible.

Notre balance commerciale s'est élevée de 91.6 p. c. (1927), à 95.5 p. c. en 1928, soit une amélioration de près de quatre points; ce qui veut dire que nous sommes à l'équilibre: sommet jamais atteint jusqu'ici. Notre balance des comptes est bénéficiaire. L'industrie et l'agriculture se développent et le chômage est presque nul.

Notre Trésorerie, si brillante en 1927, a renforcé ses réserves et le fonds de roulement.

Notre Budget améliore son équilibre. Malgré les craintes exprimées pour 1927, les comptes se clôturent par 163 millions de boni, nonobstant 1,480 millions de dépenses supplémentaires. Et le compte provisoire de 1928, malgré 1,855 millions de dépenses supplémentaires, présente, au 31 décembre dernier, un boni de 705 millions. De tels résultats ne purent être atteints que grâce à l'effort méritoire du contribuable, persuadé qu'il devait sauver l'Etat à tout prix.

La situation est donc satisfaisante. La santé financière revient rapidement à la Belgique. D'autre part, on estime que notre patrimoine est sur le point d'atteindre le niveau de 1914.

Parmi les points noirs qui assombrissaient notre horizon en 1928, il en est deux

qui tendent à diminuer d'intensité : « la spéculation boursière morbide », ne donne plus tant de fièvre à nos compatriotes, — et « le nombre excessif » des émissions est en décroissance.

Le troisième point noir de 1928, la malheureuse situation de notre Rente 3 p. c., n'a — hélas ! — rien perdu de son importance; au contraire, la 2<sup>e</sup> série a même rétrogradé pendant de longs mois, malgré les achats des institutions publiques de secours. Nul ne peut plus contester cependant que les bonis budgétaires auraient permis de guérir, au moins partiellement, cette plaie de notre crédit public. Ainsi que le proclament à l'envi les observateurs, depuis que notre franc a retrouvé une valeur-or intangible, nos placements à revenus fixes, comme nos fonds d'Etat, sont loin d'avoir retrouvé la vogue et le niveau que ces espèces de titres ont acquis sur la plupart des grandes places du monde, même en France, aussi éprouvée que nous par la guerre et l'après-guerre.

Le quatrième point noir de notre horizon financier de 1928, c'était la charge des impôts, dont le poids s'alourdissait avec le temps : près de 8 milliards en 1927, plus de 9 milliards en 1928. On a fait une péréquation de la supertaxe et le rendement de l'impôt reste à peu près le même qu'auparavant. On a fait pour 250 millions de dégrèvements et la machine fiscale augmente ses rendements et compense le dégrèvement comme si rien ne s'était passé. On a fait amortir par le Fonds d'amortissement des dettes qui n'avaient aucun des caractères de la dette flottante dangereuse et malgré tout, on aboutit à ce résultat qu'à la fin de 1929, la dotation du Fonds, n'aura plus sa raison d'être, puisque les plans successifs de remboursement auront été réalisés sauf une centaine de millions. Tout indique donc la voie à suivre : il convient de diminuer les impôts dans la mesure approximative des impôts spéciaux et extraordinaires de 1926. Ces impôts spéciaux, estimés à 1,500 millions par an, ont donné en réalité 1,618 millions en 1927 et 1,784 millions en 1928.

Dans les dégrèvements qu'on décrètera, la situation indique qu'il faudra tout de même tenir compte, dans la mesure qui convient, d'un point noir spécial qui assombrit de nouveau l'horizon depuis plusieurs mois : l'accroissement de l'index. La distribution du treizième mois, apporta un remède passager. Bien que tout indiquait que, dans les conditions normales du printemps, l'index ne monterait plus guère, les complications actuelles d'un hiver très dur viennent à nouveau brouiller ces lueurs d'espoir; la prudence exige de tenir en réserve les ressources suffisantes pour parer à toute éventualité. Il va sans dire qu'il convient aussi de maintenir les réserves nécessaires pour les réformes sociales et économiques sur lesquelles tout le monde est d'accord.

Enfin il est un point noir spécial qui n'existait pas en 1928 et qui, brusquement, a pris une grande place dans nos préoccupations : c'est la menace de réduction de nos indemnités résultant du plan Dawes. Le peuple belge se souvient d'une expérience cruelle : chacune des conférences internationales précédentes réduisit plus ou moins nos droits les plus évidents, malgré les protestations on ne peut mieux motivées de nos Gouvernements successifs, malgré les rappels les plus émouvants à la promesse solennelle du Havre relative à la réparation totale de la part des Puissances alliées. Il ne faut pas que cette fois encore, on réduise la portion que finalement nous a laissée le plan Dawes et qui est indispensable à l'équilibre de notre Budget extraordinaire. Notre Commission fait sienne la déclaration récente de notre Ministre des Affaires Etrangères : « La Belgique est prête à s'associer à la recherche d'une solution qui consoliderait la paix et affermirait les conditions financières et économiques de l'Europe. Mais on conçoit que les réparations qui

lui sont légitimement dues lui demeurent indispensables pour liquider les charges de l'occupation et pour achever l'œuvre de restauration nationale en vue de laquelle elle s'est imposée depuis dix ans de si lourds sacrifices ».

Voici donc plus de dix années que la Belgique s'efforce de guérir ses plaies de guerre, pour la plus grande part avec ses propres ressources. Après avoir restauré ses terres dévastées, ses maisons détruites, ses usines vidées, et sa production presque anéantie, elle est parvenue à vaincre la terrible crise monétaire; elle possède les moyens d'achever de panser les blessures encore ouvertes, causées par la stabilisation; les rendements de la machine fiscale qu'elle s'est imposée lui permettent d'envisager avec confiance l'achèvement équitable de l'œuvre de réparation et de commencer avec succès l'œuvre du dégrèvement progressif des impôts excessifs.

Après avoir gravi le double calvaire de sa restauration économique et de sa restauration financière, la Belgique est donc parvenue à une espèce de plateau, situé à peu près à la même altitude que celui où elle se trouvait avant la guerre. Elle peut commencer à y construire l'édifice qui abritera le développement normal de son activité en tous domaines.

Les fondements de cet édifice doivent être renforcés, consolidés, par une politique financière adaptée à la situation d'aujourd'hui et de demain.

Les directives de cette politique financière ne sont que le prolongement de celles qui ont été proposées par la Commission des finances du Sénat l'an dernier, à savoir :

Le maintien d'un large équilibre du Budget et de la Trésorerie.

La réduction aussi rapide que possible de la Dette publique extérieure et la conversion de notre Dette intérieure dès que les circonstances le permettront.

L'achèvement des péréquations imposées par la stabilisation et le rétablissement de notre crédit public.

Le dégrèvement notable des impôts en s'inspirant d'une politique financière qui vise à la réduction du coût de la vie et au développement de l'industrie et du commerce, spécialement en vue de l'exportation : diminution des taxes sur les articles de consommation générale, sur les matériaux de construction, sur les matières premières. Quant à la réforme du système fiscal, s'il existe une unanimité parmi nous en faveur de l'application des principes de simplification, d'élévation des minima exonérés et de la péréquation des tranches, si tout le monde aspire à plus de clarté et à moins de vexations, nous sommes bien forcés de constater que la même unanimité n'existe plus sur le principe de l'impôt global sur le revenu : les uns préconisent l'abolition pure et simple, les autres le maintien; la plupart admettraient une révision appropriée à nos mœurs : la majorité décidera, après la consultation électorale prochaine.

Quant à la cinquième directive, la nécessité d'orienter notre politique fiscale et financière vers une extension méthodique de notre exportation, il paraît bien qu'il n'y ait plus de voix discordante. Toutes les classes sociales sont également intéressées au développement grandissant de notre exportation. Si nos épreuves budgétaires et monétaires ont forcément mis au ralenti les efforts qui exigeaient de fortes dépenses, il semble bien que dorénavant on pourra entreprendre l'exécution des plans d'une certaine envergure, d'autant plus que ce ne sont là que des avances qui rapporteront au centuple.

En résumé, Madame et Messieurs, si la Conférence internationale en cours

atteint son but, tout en respectant nos droits acquis, notre situation financière restera bonne et tout porte à croire qu'elle continuera à s'améliorer.

Pourvu que notre activité économique s'intensifie et que notre exportation se développe, pourvu que notre gestion financière soit prudente et sage, c'est dans la prospérité que la Belgique pourra célébrer le centenaire de son Indépendance nationale.

## VUE GÉNÉRALE DU BUDGET DES FINANCES.

---

Le projet de budget pour 1929 s'élève à 324,414,342 francs, qui se décomposent ainsi :

Dépenses ordinaires : 320,075,299 francs ;

Dépenses exceptionnelles : 4,339,043 francs.

Il y a donc un accroissement de 838,617 francs sur le budget de 1928, soit une augmentation de 13,994,244 francs aux dépenses ordinaires et une diminution de 13,155,627 francs aux dépenses exceptionnelles.

### ADMINISTRATION CENTRALE.

I. — Le budget de l'Administration centrale est de 28,334,758 francs, soit une augmentation de 47,680 francs.

*Personnel.* — L'effectif du personnel de carrière est de 692 agents, alors qu'en 1928 il s'élevait à 708. Le personnel temporaire, qui était de 174 unités en 1928, est réduit à 112.

*Matériel.* — L'augmentation est due principalement à la majoration du prix des publications et à l'accroissement du nombre de ces publications pour le Cabinet du Premier Ministre et des organismes qui en dépendent (Comité du Trésor, Service financier, etc.).

II. — *Le service du budget.* — La Commission a demandé au Ministre quelle était la balance des recettes et des dépenses budgétaires de 1927 et de 1928 (au 31 décembre 1928). Elle a obtenu les renseignements suivants :

#### EXERCICE 1927.

La situation définitive de l'exercice 1927 ne pourra être établie que dans quelques semaines.

D'après les faits actuellement connus, la balance provisoire des recettes et des dépenses budgétaires propres à cet exercice, abstraction faite du produit des

emprunts consolidés autres que le produit des titres émis en paiement de dommages de guerre, solde par un boni *net* de fr. 163,185,820-11.

BUDGET	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	
			DES RECETTES	DES DÉPENSES
Ordinaire. . . . . fr.	9,278,863,741 60	7,765,534,521 91	1,513,329,219 69	—
Extraordinaire :				
a) Proprement dit . . . . .	110,000,287 37	346,516,944 31	—	236,516,656 94
b) Recettes et dépenses de réparation . . . . .	914,083,325 96	550,575,721 98	363,507,603 98	—
Administrations de la Marine, des Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :				
a) Ordinaire . . . . .	604,567,319 77	606,094,135 33	—	1,526,815 56
b) Extraordinaire . . . . .	497,609 05	133,487,222 76	—	132,989,613 71
Fr.	10,908,012,283 75	9,402,208,546 29	1,876,836,823 67	371,033,086 21
		Excédent des recettes :	1,505,803,737 46	
Boni budgétaire . . . . . fr.			1,505,803,737 46	
Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement de la Dette publique fr.			1,589,629,765 98	
Produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles . . . . .			77,498,343 49	
			Fr. 1,667,128,109 47	
A déduire : Sommes inscrites au Budget. . . . .			324,510,192 12	
			Reste, fr. 1,342,617,917 35	
			Boni net, fr. 163,185,820 11	

On se souviendra que la situation du budget de l'exercice 1927, l'an dernier, alors que ce budget était en cours d'exécution, laissait prévoir un déficit de fr. 159,928,224-06. Cette amélioration résulte, d'une part, d'une plus-value de recettes de 202 millions; d'autre part, d'une diminution de dépenses de 131 millions (1.3 millions pour les dépenses ordinaires; 43.6 millions pour les dépenses extraordinaires; 26.4 pour les dépenses non-permanentes afférentes aux réparations; 33.6 millions pour l'ordinaire des Administrations de la Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, et 26 millions pour les dépenses extraordinaires.)

## EXERCICE 1928 (en cours).

D'après les prévisions actuelles, la balance des recettes et des dépenses budgétaires propres à l'exercice 1928, compte tenu du produit des titres émis en paiement de dommages de guerre, solde par un boni *net* de fr. 705,179,406-88.

BUDGET	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	
			DES RECETTES	DES DÉPENSES
Ordinaire . . . . . fr.	10,345,408,908 04	8,883,032,640 05	1,462,376,267 99	—
Extraordinaire :				
a) Proprement dit. . . . .	34,539,357 92	525,627,590 32	—	491,088,232 40
b) Recettes et dépenses de réparation. . . . .	1,143,744,120 46	570,283,261 82	573,460,858 64	—
Administrations de la Marine, des Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :				
a) Ordinaire . . . . .	707,017,474 »	784,214,821 75	—	77,197,347 75
b) Extraordinaire . . . . .	820,000 »	176,910,300 »	—	176,090,300 »
Fr.	12,231,529,860 42	10,940,068,613 94	2,035,837,126 63	744,375,880 15
		Excédent des recettes :	1,291,461,246 48	
Boni budgétaire . . . . . fr.			1,291,461,246 48	
Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement de la Dette publique fr.			1,200,000,000 »	
Produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles . . . . .			15,160,100 »	
		Fr.	1,215,160,100 »	
A déduire : Sommes inscrites au Budget . . . . . fr.			628,878,260 40	
		Reste, fr.	586,281,839 60	
		Boni net, fr.	705,179,406 88	

L'exposé général du Budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1928 faisait ressortir un excédent *net* de recettes de fr. 80,830,432-87.

Dans la situation du Budget, au 31 décembre 1928, cet excédent passe à 705 millions, soit une augmentation de fr. 624,348,974-01. Ce résultat est acquis malgré que des crédits supplémentaires, s'élevant au total à 1,873 millions de francs, ont été sollicités à charge du dit exercice (1,855 millions) ou restent à solliciter (18 millions).

Les recettes de l'exercice 1928, comparativement à celles de l'exercice antérieur, accusent une plus-value de 1,324,000,000 de francs en chiffres ronds, savoir :

NATURE DES RECETTES	EXERCICE 1927	EXERCICE 1928	DIFFÉRENCE
<i>Recettes ordinaires.</i>			
Contributions directes . . . . . fr.	2,737,000,000	3,074,000,000	+ 337,000,000
Douanes et accises . . . . .	1,703,000,000	1,992,000,000	+ 289,000,000
Enregistrement et domaines . . . . .	3,474,000,000	3,972,000,000	+ 498,000,000
Péages . . . . .	47,000,000	25,000,000	— 22,000,000
Capitaux et revenus . . . . .	210,000,000	279,000,000	+ 69,000,000
Remboursements . . . . .	366,000,000	310,000,000	— 56,000,000
Recettes exceptionnelles . . . . .	10,000,000	10,000,000	—
Recettes compensatoires . . . . .	732,000,000	683,000,000	— 49,000,000
Fr.	9,279,000,000	10,345,000,000	+ 1,066,000,000
Recettes extraordinaires . . . . .	110,000,000	35,000,000	— 75,000,000
Recettes de réparation . . . . .	914,000,000	1,144,000,000	+ 230,000,000
Recettes d'exploitation et recettes extraordinaires des administrations de la Marine, des Postes, etc. . . . .	605,000,000	708,000,000	+ 103,000,000
Fr.	10,908,000,000	12,232,000,000	+ 1,324,000,000

D'autre part, les dépenses de l'exercice 1928 sont en augmentation de 1 milliard 538,000,000 de francs sur celles de l'exercice 1927.

NATURE DES DÉPENSES	EXERCICE 1927	EXERCICE 1928	DIFFÉRENCE.
<i>Dépenses ordinaires.</i>			
Dettes publiques . . . . . fr.	4,011,000,000	4,357,000,000	+ 346,000,000
Dépenses d'administration . . . . .	2,868,000,000	3,561,000,000	+ 693,000,000
Non-valeurs et remboursements . . . . .	887,000,000	965,000,000	+ 78,000,000
Fr.	7,766,000,000	8,883,000,000	+ 1,117,000,000
Dépenses extraordinaires proprement dites . . . . .	347,000,000	526,000,000	+ 179,000,000
Dépenses non permanentes afférentes aux réparations . . . . .	550,000,000	570,000,000	+ 20,000,000
Dépenses d'exploitation des administrations de la Marine, Postes, etc. . . . .	606,000,000	784,000,000	+ 178,000,000
Dépenses extraordinaires de ces mêmes administrations . . . . .	133,000,000	177,000,000	+ 44,000,000
Fr.	9,402,000,000	10,940,000,000	+ 1,538,000,000

Dans l'appréciation des résultats comparés des exercices 1927 et 1928, il convient de ne pas perdre de vue que pour ce dernier exercice, la dotation extraordinaire du

Fonds d'amortissement de la Dette publique a été ramenée de 1,500 millions de francs, montant minimum, à une somme fixe de 1,200 millions de francs.

Il ne sera pas sans intérêt de dresser un dernier tableau faisant ressortir de quelle manière le versement au Fonds d'amortissement de sa dotation extraordinaire influence le solde de la balance budgétaire.

PROJET DE BUDGET.	SITUATION AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 1929.
Excédent des recettes . . . . fr. 1,280,830,432 87	Excédent des recettes. . . . . fr. 1,291,461,246 48
Somme à verser au Fonds d'amortissement . . . . . 1,200,000,000 »	Dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement fr. 1,200,000,000 »
Excédent net des recettes, fr. 80,830,432 87	Produit de l'aliénation extraordinaire d'immeubles. . . . 15,160,100 »
	Fr. 1,215,160,100 »
	A déduire :
	Sommes portées en dépense budgétaire: 628,878,260 40(1)
	Fr. 586,281,839 60
	Excédent net des recettes, fr. 705,179,406 88
	=====

III. — *Le service des monnaies.* — Pendant l'année 1928, les ateliers ont produit 94,763,500 pièces (83 millions en 1927), dont 68,929,500 pour la Belgique, 23,834,000 pour la Colonie du Congo et 2,000,000 pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Le bénéfice d'émission des pièces de 5, 10 et 25 centimes, d'une valeur nominale de 5,690,175 francs, à attribuer au Fonds de prévision monétaire, est de 1,785,215 fr.

Pour satisfaire aux besoins de la circulation on a été contraint d'émettre de nouveau des jetons-bons monétaires d'un franc et de 50 centimes. Il en a été frappé pour une valeur de 16,475,000 francs. Le bénéfice d'émission est de 13,097,315 francs qui accroissent le Fonds spécial.

Les redevances payées pour la frappe des monnaies congolaises se montent à fr. 66,808-09 et celles acquittées par le directeur de la fabrication du chef de frappes pour l'étranger à fr. 1,894-30.

Le poinçonnement facultatif des ouvrages d'or et d'argent, qui jusqu'à présent n'était que fort peu demandé, l'est davantage depuis quelques mois, en vue de l'exportation d'articles d'orfèvrerie. Le poids des ouvrages d'or soumis au poinçonnement en 1928 s'élève à 92 kilogrammes et celui des ouvrages d'argent à 110 kilogrammes. Il a été perçu de ce chef, à titre de droits de garantie, fr. 14,418-39.

La progression, déjà observée l'an dernier, pour le titrage des lingots et matières de métaux précieux, s'est encore accentuée. Le nombre d'essais, en 1928, se monte à 1,471 et les frais perçus à 42,398 francs.

---

(1) Fr. 252,000,000 » amortissement extraordinaire d'obligations 6 p. c. A. N. I. C.  
 240,000,000 » remboursement partiel des avances de la Banque Nationale.  
 136,878,260 40 perte de change sur remboursement du Bon du Trésor « Chevaux canadiens ».



Le crédit ouvert à l'Administration des Monnaies dans le projet de budget pour 1928 se montait à 52,800 francs. Il s'est trouvé insuffisant par suite de renchérissement général et surtout parce que diverses dépenses d'entretien supportées jusqu'ici par le Service des bâtiments civils ont été mises à la charge des économats : supplément de 7,200 francs. Le crédit pour 1929 est de 66,000 francs, nécessité par la hausse des prix, notamment de l'électricité.

IV. — *Dommmages de guerre.* — Le rapport de la Commission de 1928 porte qu'à la date du 30 avril 1928, il avait été liquidé pour les dommages de guerre aux biens des particuliers, des sociétés et des communes, la somme de 8,656 millions.

Au 31 décembre 1928, la somme s'était élevée à 8,928 millions.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant des sommes liquidées pour les indemnités de déportation, le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que les premiers termes des rentes de l'Office des dommages de guerre, s'élève au 31 décembre 1928, à 397 millions.

Les allocations annuelles aux victimes civiles de la guerre, réglées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1925 par la Caisse nationale des pensions de guerre s'élèvent, au 31 décembre 1928, à 334 millions. Les mêmes espèces d'allocations, réglées par le Service de la Dette publique jusqu'au 31 décembre 1924, étaient de 97 millions.

Soit, au total, pour les dommages aux personnes, 829 millions.

Après déduction des avances provisionnelles déjà effectuées, on peut dès à présent, évaluer à environ 700 millions le montant des indemnités en principal restant à fixer et à liquider, non compris les dossiers en voie de liquidation.

V. — *Groupement des services extérieurs relevant du Département des finances.* — Des plaintes se sont souvent élevées contre la dispersion des divers services : enregistrement, domaines, timbre, hypothèques, contributions directes, etc.; dans les grandes villes et même dans les villes moyennes, c'est le plus souvent une dispersion des services dans des bâtiments différents, parfois très éloignés, les uns des autres. Ce serait rendre un grand service aux contribuables de grouper ces services dans un centre déterminé. C'est ce que le Ministère des Finances va réaliser, notamment à Louvain, dans le nouveau Palais de Justice. On y verra voisiner le service des contributions directes, le service des hypothèques, le service du timbre, le service des actes judiciaires et du domaine, le service du cadastre, etc. C'est le début d'une rationalisation administrative qui pourra aboutir, non seulement à épargner beaucoup de temps au public, mais encore à faire des économies et à augmenter le rendement.

VI. — *Le Comité du Trésor.* — Des membres ont demandé si le temps n'était pas venu de mettre fin à l'existence du Comité du Trésor, dont la constitutionnalité serait discutable; maintenant que nous sommes sortis de la crise financière, disent-ils, il faut rentrer le plus vite possible dans la voie normale qui est la libre disposition des crédits budgétaires par les ministres responsables de leur gestion devant le Parlement.

Le Gouvernement a répondu en substance :

1. L'arrêté royal du 26 mai 1926 stipule en son article 1<sup>er</sup> : « Un comité du Trésor est institué au sein du Conseil des Ministres ».

Cette disposition, ainsi que celles du 26 juin et du 19 octobre 1926, portant

règlement et attributions du Comité, ont été prises sur la proposition des Ministres réunis en Conseil. La mission constitutionnelle incombant au Gouvernement d'exécuter la loi budgétaire comporte le pouvoir d'en régler les modalités d'exercice. Nier la constitutionnalité du Comité du Trésor équivaldrait à contester au pouvoir exécutif le droit de déterminer librement les attributions des Ministres.

2. Quant au second point, il y a lieu de faire une distinction entre le vote et l'utilisation des crédits. A moins qu'il ne s'agisse d'une dépense obligatoire, une inscription au budget est une prévision et le vote par le Parlement comporte simplement une autorisation donnée au Ministre de dépenser le crédit. La dépense proprement dite est une faculté et non une obligation. Cette thèse a été dégagée en séance du Sénat du 6 juin 1907, par le Ministre des Finances de l'époque.

Pourquoi dès lors, ferait-on grief au Comité du Trésor de s'opposer à une dépense qu'il juge exagérée ou inopportune, s'il agit dans les limites des attributions qui lui ont été assignées par l'Exécutif telles qu'elles ont été définies ci-dessus.

L'intervention des honorables membres donne l'impression que des conflits ont surgi entre les Départements ministériels et le Comité du Trésor. Il n'en est rien. Certes, des divergences de vues ont pu se présenter. Si l'un ou l'autre Département ministériel est atteint par ses décisions dans une mesure plus étendue, c'est dans la nature des dépenses qu'il soumet, qu'il faut en rechercher la cause. C'est le cas notamment pour le Ministère des Sciences et des Arts. Mais si, en matière d'enseignement, l'activité du Comité du Trésor s'est manifestée, jamais cependant il n'a critiqué le principe même de la dépense. C'est sur le montant qu'ont porté ses investigations. Cependant, le Comité a récemment décidé d'affranchir de son contrôle préventif les dépenses des Universités pour leur outillage scientifique.

Les attributions du Comité du Trésor ne se limitent pas à refuser telle ou telle dépense. Il recherche, d'accord avec les Administrations, la possibilité d'utiliser les crédits au mieux des intérêts du Trésor. Exemple : la construction d'un bureau de postes dans une cité balnéaire, était évaluée à 4 millions ; le Comité a prié l'Administration de rechercher le moyen d'établir les bâtiments nécessaires au service, de façon à réserver les parties à front de rue, celles dont le coût est le plus élevé, à l'usage de magasins et logements de rapport ; cette suggestion a permis de réduire la dépense de moitié.

Le Comité vient d'organiser une enquête en vue de fixer méthodiquement les rapports des divers Départements avec l'Office central des imprimés, qui, en ces derniers temps, a été l'objet de vives attaques.

La note du Gouvernement conclut : « La suppression du Comité du Trésor ne peut être envisagée ».

Ajoutons, pour compléter ces renseignements, que de récentes dispositions prises par le Conseil des Ministres ont délégué au Comité du Trésor les questions relatives à la mise en disponibilité des fonctionnaires et agents par suppression d'emploi, celles qui se rapportent à la fixation des cadres des Administrations centrales, la revision et la fixation des cadres des services extérieurs, enfin celles qui intéressent les nominations et promotions du personnel de l'Etat.

En étendant à ce point les attributions du Comité du Trésor, le Gouvernement prouve que loin de vouloir supprimer cet organisme super-départemental, il entend le fortifier et le développer.

VII. — *Le total des impôts extraordinaires de juin 1926.* — Les taxes et impôts

spéciaux, votés lors de la création du Fonds d'amortissement de la Dette publique, ont donné :

1<sup>o</sup> Au 31 décembre 1926 : 195 millions aux contributions directes; 264 millions aux douanes et accises; 377 millions à l'enregistrement;

2<sup>o</sup> Au 31 décembre 1927 : 131 millions aux contributions directes; 568 millions aux douanes et accises; 919 millions à l'enregistrement;

3<sup>o</sup> Au 31 décembre 1928 : 135 millions aux contributions directes; 656 millions aux douanes et accises, et 993 millions à l'enregistrement.

## ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE.

I. — Pour l'administration dans les provinces, le crédit s'élève à 2,653,000 francs, en augmentation de 347,400 francs.

*Personnel.* — Il n'a plus été recruté d'agents nouveaux à l'Administration centrale de la Trésorerie et de la Dette publique depuis 1925. La réduction de l'effectif, constante depuis cette époque, est particulièrement sensible pour le personnel temporaire (162 en 1925, 128 en 1926, 116 en 1927, 86 en 1928, 60 en 1929).

*Services extérieurs.* — Au cours de 1928, il a été créé une agence auxiliaire du Trésor à Mouscron, la Banque Nationale ayant établi un nouveau siège dans cette localité. De ce chef, le personnel des agents auxiliaires du Trésor a été porté de 12 à 13.

II. — *Comptes.* — Le compte général de l'Administration des finances, pour les années 1919 et 1920 — contenant le compte définitif du budget de 1919 — a été transmis à la Cour des Comptes le 31 décembre 1928.

En raison des difficultés que rencontre l'établissement des comptes d'après guerre, il n'est pas encore possible, assure l'Administration, de prévoir le délai dans lequel le compte définitif du Budget de 1920 pourra être terminé. La Commission des Finances du Sénat engage le Ministre à prendre les mesures qui conviennent pour aboutir au plus tôt; il n'est pas admissible que ces retards perdurent sans limite.

III. — *La Dette publique*, au 31 décembre 1928, s'élevait à 55,378,356,399 francs (contre 56,399 millions au 31 décembre 1927), soit une diminution de 1,021 millions.

La dette consolidée, au 31 décembre 1928, s'élevait à 50,408,408,941 francs (contre 50,936 millions au 31 décembre 1927), soit une diminution de 528 millions.

Cette dette consolidée de 50,408 millions comporte 28,219 millions de dette extérieure et 22,188 millions de dette intérieure. Du 31 décembre 1927 au 31 décembre 1928, la dette extérieure a diminué de plus de 400 millions et la dette intérieure de plus de 100 millions.

La dette flottante intérieure, au 31 décembre 1928, s'élève encore à 4,969,947,458 francs (contre 5,300 millions en 1927), soit une diminution de 330 millions. La dette flottante extérieure, qui s'élevait en 1927 à 162 millions, a complètement disparu fin 1928.

Sont compris dans ce montant de la dette flottante intérieure, 1,730 millions d'avances à la Banque Nationale de Belgique (les marks), 1,327 millions de fonds de tiers (chèques postaux), 276 millions pour dotation des combattants, 769 millions

de bons décennaux 1922 (jusqu'en 1932). Il n'y a donc plus de dette flottante dangereuse.

IV. — *Politique d'amortissement.* — Les remboursements effectués pendant l'année 1928 se chiffrent au capital nominal de 1,598 millions de francs.

Ils se répartissent ainsi : dettes consolidées intérieures, 378 millions; dettes consolidées extérieures, 404 millions; ensemble, 782 millions.

Dettes flottante intérieure, 653 millions; dette flottante extérieure, 163 millions; ensemble, 816 millions.

D'autre part, les dotations des emprunts ci-après, émis aux Etats-Unis, n'étaient pas encore utilisées à la date du 31 décembre 1928, savoir :

1. Emprunt 8 p. c. de 30 millions de dollars : 1,612,500 dollars, permettant d'amortir par tirage au 1<sup>er</sup> février 1929, au taux de 7 1/2 p. c., un capital nominal de 1,500,000 dollars.

2. Emprunt 6 p. c. de 50 millions de dollars : 1,591,879 dollars permettant de rembourser au pair, au 1<sup>er</sup> janvier 1929, un capital nominal de 1,591,800 dollars.

3. Emprunt 7 p. c. de 50 millions de dollars : 318,761 dollars permettant de rembourser, à 107 1/2 au 1<sup>er</sup> juin 1929, un capital nominal de 296,500 dollars.

4. Emprunt 6 1/2 p. c. de 30 millions de dollars. En vertu d'une disposition introduite au Budget de la Dette publique à partir de l'exercice 1927, les dotations mensuelles de 100,000 dollars, dont l'amortissement est suspendu depuis le mois de février 1927, par suite de l'élévation des cours au-dessus du pair, sont versées au Fonds d'amortissement de la Dette publique pour constituer une réserve productive en vue du remboursement ultérieur de cet emprunt. Les sommes liquidées de ce chef s'élevaient, à la date du 31 décembre 1928, à 2,239,231-91 dollars, qui, avec le montant de 100,000 dollars existant au Fonds d'amortissement de l'emprunt chez les banquiers, constituent une réserve de 2,339,231-91 dollars, permettant de rembourser, soit anticipativement à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1939, au taux de 105 p. c., un capital nominal de 2,227,500 dollars, soit à l'expiration de l'emprunt, un capital nominal de 2,339,000 dollars au pair.

Un membre a demandé comment il se faisait que la diminution de la dette publique (1,022 millions pour 1928) ne correspondait pas aux 1,598 millions d'amortissements effectués pendant la même période.

L'explication réside dans la balance des amortissements et des émissions nouvelles effectuées pendant l'année 1928, savoir :

Amortissements : 1,598 millions (voir ci-dessus).

Emissions : 1<sup>o</sup> en dette consolidée intérieure : émission d'obligations 5 p. c. et 6 p. c. Anic pour le règlement des dommages de guerre (déduction faite des 107 millions délivrés en échange de titres nominatifs), 201 millions; obligations 6 p. c. du premier emprunt de la Société nationale des Habitations à bon marché, 50 millions; actions privilégiées des Chemins de fer belges pour l'échange des Bons du Trésor, 3 millions. Ensemble, 254 millions.

2<sup>o</sup> En dette flottante intérieure : augmentation de l'avoir des particuliers en chèques postaux, 322 millions.

Total des émissions : 576 millions, à déduire des 1,598 millions, soit 1,022 millions.

V. — *Conversions.* — Un membre a demandé si le Gouvernement n'estimait pas de voir entrer bientôt dans l'ère des conversions.

Le Gouvernement a répondu : « L'amélioration encore insuffisante du marché des rentes, ou, pour divers titres, les stipulations des contrats d'emprunts, excluent en ce moment la possibilité de conversion de notre Dette publique. »

VI. — *L'avoir du Fonds spécial d'amortissement* des avances pour retrait des monnaies allemandes comprend encore à l'heure actuelle :

1° Les monnaies allemandes retirées de la circulation, en dépôt dans les caisses de la Banque Nationale;

2° Les valeurs allemandes reprises aux communes et établissements publics des cantons rédimés en échange d'inscriptions nominatives au Grand-Livre de la Dette publique 5 p. c. Restauration nationale.

La situation ne s'est pas modifiée en 1928 pour ce qui concerne les monnaies allemandes. Quant à la revalorisation, au titre de la possession ancienne, des fonds d'Etat, de provinces et de villes allemandes repris aux communes et établissements publics des cantons rédimés, elle n'a pas été admise par les débiteurs. Les décisions d'appel intervenues ont toutes confirmées le rejet de la revendication de l'Etat belge. Une démarche entreprise par le Ministre de Belgique à Berlin est restée infructueuse.

Le point de vue de l'Etat belge se heurte, en cette matière, à la lettre des dispositions qui régissent la revalorisation. Dans ces conditions, l'Administration de la Trésorerie envisage la restitution des titres à leurs anciens possesseurs en échange des inscriptions nominatives qui leur ont été délivrées, à charge pour eux de poursuivre, vraisemblablement avec plus de chances de succès, la valorisation à laquelle ils ont droit.

VII. — *Le Fonds spécial de la Banque Nationale.* — Au 31 décembre 1928, ce Fonds spécial, constitué en vue du remboursement du solde de 2 milliards de francs restant dus à la Banque Nationale, avait été alimenté au moyen d'un versement de 30 millions de francs afférant à l'exercice 1927 et de douze versements mensuels de 20 millions de francs chacun, à charge du budget de 1928. Au total, 270 millions.

A la fin de 1928, la situation s'établit ainsi :

Placements en devises . . . . .	fr.	207, 192, 514 10
Placements en fonds publics . . . . .		59, 387, 723 31
Solde disponible . . . . .		3, 419, 762 59
	Fr.	270, 000, 000 »

A la même date, le portefeuille fonds publics se composait des valeurs suivantes :

6 p. c. Consolidation . . . . .	fr.	1, 085, 400
5 p. c. Restauration Nationale . . . . .		7, 738, 200
3 p. c. première série . . . . .		8, 077, 900
3 p. c. deuxième série . . . . .		26, 855, 900
3 p. c. troisième série . . . . .		2, 444, 700
5 p. c. 1925 . . . . .		22, 072, 500
5 p. c. Intérieur à primes . . . . .		11, 140, 500
6.5 p. c. 1923 . . . . .		1, 509, 000

Il ressort de ces tableaux que les placements en devises l'emportent de loin, de très loin, sur les placements en fonds publics.

Or, d'après les statuts qui régissent l'institution, les ressources doivent être affectées avant tout à l'achat d'obligations directes ou indirectes de l'Etat belge; ce

n'est que si le marché des rentes ne comportait pas pareils achats, que le Fonds peut procéder à l'acquisition d'effets de commerce belges ou étrangers.

Comme la situation de nos rentes, spécialement de nos 3 p. c. d'avant-guerre, n'est rien moins que brillante, notamment le 3 p. c., deuxième série, qui se trouve longtemps à 63 p. c., on ne s'explique pas l'attitude des administrateurs des fonds. Des explications s'imposent :

Notre rapport du budget des finances de 1928 mentionnait qu'au 31 mars 1928, sur les 90 millions de francs qu'avait versés l'Etat, 35 millions avaient été placés en devises et 55 millions en fonds publics belges.

A la fin de l'année 1928, sur les 270 millions versés, voici que ces proportions ne sont plus seulement observées, mais sont totalement renversées, 207 millions pour les devises et 59 millions seulement pour les fonds publics. Il semble que l'esprit même de l'institution soit transformée par les administrateurs, de quel droit ?

VIII. — *Le montant des coupures de 20 et de 5 francs, repris par l'Etat, a été fixé de commun accord avec la Banque Nationale à 750 millions.*

Or, la circulation de ces billets (qui atteignait au 31 décembre 1927, 750 millions pour l'Etat et 1,193,495 francs pour la Banque Nationale, soit 751,193,495 francs) atteignait au 31 décembre 1928, 750 millions pour l'Etat et 33,691,905 pour la Banque Nationale, soit au total 783,691,905 francs. Il y a là une progression notable, qui fixera l'attention.

Quant à la couverture, elle était au 31 décembre 1927 de 305,299,459 francs, et au 31 décembre 1928 de 320,656,202 francs.

IX. — *La réserve de Trésorerie.* — Au cours de l'année 1928, la réserve de caisse, pour le service des fonds des tiers, a été maintenue à 500 millions de francs, placés en valeurs sur l'étranger, facilement réalisables.

Le montant des fonds des tiers, dont la gestion est confiée au Trésor, n'a présenté de grosses fluctuations qu'en chèques postaux. Déduction faite de l'avoir des comptes de l'Etat, les sommes figurant à ces comptes, qui s'élevaient à 1,004 millions au 31 décembre 1927, atteignaient fin décembre 1928, 1,327 millions. Jamais la progression n'a été si forte.

X. — *Caisse de dépôts et consignations.* — A l'heure où nous écrivons ce rapport, il n'est pas encore possible de déterminer la situation au 31 décembre 1928. Force nous est de nous en tenir à la situation du 30 novembre 1928.

Si l'on compare la situation du 31 décembre 1927 (pour douze mois), avec celle du 30 novembre 1928 (onze mois), on constate que les dépôts se sont considérablement accrus, notamment par suite de la réalisation des biens allemands sous séquestres (367 millions en 1927, 415 millions en 1928); Le total des dépôts et consignations en numéraire s'élevait à 478 millions en 1927, et à 535 millions en 1928. A ce dernier chiffre, il conviendra d'ajouter encore les opérations du mois de décembre.

Les dépôts ordinaires ont été placés en titres de la Dette publique.

Afin de rendre productif l'avoir toujours croissant résultant de la réalisation des biens allemands séquestrés, d'importants placements sont en cours, consistant spécialement en Bons du Trésor à cinq ans et en Dette consolidée extérieure.

Le portefeuille de la Caisse s'élevait au 31 décembre 1928 à un capital nominal de fr. 325,493,089-72, dont le coût s'établit à fr. 301,506,823-35.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES  
ET DU CADASTRE.

Le crédit pour les services provinciaux s'élève à 92,603,350 francs, en augmentation de 1,148,758 francs sur 1928.

1. — *Personnel.* — A l'Administration centrale, le cadre prévoit 34 agents de carrière et 22 agents d'exécution dont 3 sténo-dactylographes; l'effectif réel n'est que de 30 et 19.

Pour l'Administration dans les provinces, les prévisions budgétaires comportent un total de 3,879 agents, soit sur 1928 une augmentation de 92 unités. Pour le personnel technique, les chiffres sont ramenés de 2,248 en 1928 à 2,235 en 1929, tandis que ceux du personnel auxiliaire passent de 1,539 en 1928 à 1,644 en 1929. L'augmentation du personnel auxiliaire provient surtout de la nomination d'agents licenciés par d'autres départements; elle est, en partie, compensée par le départ d'employés extraordinaires dont le nombre de 187 au mois de janvier 1928 n'est plus que de 130 actuellement. En fait, grâce à la diminution du nombre des agents techniques, on aboutit en fin de compte à une réduction de dépenses.

2. — *Matériel.* — Si l'on considère que le budget de 1928 a été affecté au titre « Matériel » d'une charge temporaire de 650,000 francs, le crédit inscrit pour 1929 n'est en augmentation sur 1928 que de 80,000 francs. Cette augmentation trouve sa justification dans les nouvelles dépenses d'entretien et d'occupation des bâtiments domaniaux qui étaient antérieurement supportées par le Département des Travaux publics; ce crédit est limité aux dépenses inévitables, et son montant a été fixé suivant les conditions actuelles des marchés.

II. — *L'augmentation* des perspectives de cette administration ne cesse de croître. Les impôts de l'Etat (y compris les parts des provinces et des communes) qui étaient estimés 85 millions au budget de 1913 et 2,525 millions en 1928, doivent donner en 1929 2,821 millions.

Si l'on ajoute à ces chiffres les additionnels provinciaux et communaux, on aboutit aux sommes suivantes: 165 millions en 1913 (ou 1,155 millions papier), 3,101 millions en 1928 et 3,325 millions en 1929.

Quant au *rendement* des impôts directs, il progresse toujours: en 1924, 1,693 millions; en 1925, 2,160 millions; en 1926, 2,640 millions; en 1927, 2,883 millions; en 1928, 2,558 millions (situation jusqu'au 31 décembre 1928; la fin de l'exercice se prolonge jusqu'au 31 octobre 1929).

Exception faite pour le mois de décembre, les recettes effectuées mensuellement pendant l'année 1928, en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées (y compris les centimes additionnels provinciaux et communaux) n'ont cessé d'être supérieures aux perceptions opérées pendant les mois correspondants de 1927.

De 2,986 millions en 1927, les recouvrements ont passé à 4,075 millions (situation provisoire) en 1928, année pour laquelle *l'augmentation a été de 1,089 millions.* Cette augmentation provient principalement des perceptions opérées pendant les

mois de mai, juin, juillet et août 1928, qui ont augmenté respectivement de 102 1/2, 183 1/2, 211 et 121 1/2, soit ensemble de 618 1/2 millions, par suite notamment des mesures prises à l'effet de hâter le recouvrement des impôts sur les revenus et de la contribution foncière.

L'examen des tableaux concernant la distribution, le recueillement et l'examen des déclarations aux dits impôts, ainsi que l'examen des tableaux relatifs à la formation des rôles et des bordereaux, démontre à l'évidence que des progrès importants ont été accomplis par l'Administration des contributions directes.

A titre d'exemple, notons que sur 775,000 déclarations distribuées en 1928, 709,000, soit 91 p. c., étaient rentrées fin 1928. De ces 709,000, 573,000 sont examinées; il en reste 19 p. c. à vérifier. Ces travaux, nous assure-t-on, seront terminés prochainement et l'année 1929 permettra d'en revenir enfin à des conditions normales.

III. — *Poursuites.* — Un membre a demandé où en est la répression des fraudes. L'Administration a répondu : « Nous continuons à veiller à une juste répression de ces fraudes par tous les moyens légaux mis à notre disposition. C'est ainsi, notamment, que plusieurs instances sont actuellement en cours devant la justice contre des établissements qui se refusaient à payer la taxe sur les spectacles et sur les jeux; que, d'autre part, une peine d'emprisonnement a été réclamée à charge des contribuables qui s'abstenaient à dessein d'acquitter leurs cotisations aux impôts spéciaux. Pour le surplus, les fraudes, dans le domaine des impôts directs, restent le plus souvent réprimées par des mesures administratives consistant soit en l'application d'une amende soit en un accroissement du droit éludé, établis dans les limites prévues par les lois fiscales. »

IV. — *Plus-values.* — Les prévisions de l'Administration des contributions directes sont régulièrement dépassées de plus d'un demi-milliard, qu'il y ait crise ou non. C'est un phénomène qui, par sa régularité, tend à devenir une règle.

En 1923, 787 millions de plus-values; en 1924, 464 millions; en 1925, 689 millions; en 1926, 790 millions; en 1927, 556 millions; en 1928, 550 millions (chiffre qui sera dépassé).

Interrogé sur la continuité de ces plus-values, l'Administration répond : « Sans doute, les perturbations économiques, conséquences de la baisse du franc, ne sont pas étrangères à ces plus-values, mais celles-ci sont dues aussi au dévouement du personnel, qui, bien qu'insuffisant en nombre, se consacre inlassablement à une tâche très difficile ».

V. — *Supertaxe.* — Lors de la discussion de la loi du 20 avril 1927, le Gouvernement avait chiffré à 150 millions environ le déchet à résulter des mesures nouvelles; de ce chef, les prévisions budgétaires avaient été ramenées de 500 à 350 millions.

Or, à la clôture de l'exercice 1927, soit le 31 octobre 1928, les droits constatés en matière de super-taxe atteignaient plus de 438 millions, soit une plus-value de 88.6 millions. Comparée au produit total de cet impôt en 1926, il n'y avait donc qu'un déficit insignifiant de 700,000 francs.

VI. — *Coordination et simplification des contributions directes.* — Interrogé sur ces points, l'Administration répond :

1. En ce qui concerne la coordination, l'Administration prépare une coordination des instructions administratives qui commentent la législation en vigueur, en tenant compte de la jurisprudence et des modifications intervenues en 1921.



2. Quant à la simplification, la Législature a été saisie, dès 1927, d'un projet de loi modifiant la législation concernant les impôts sur les revenus et tendant à réaliser plusieurs simplifications, notamment en matière de contribution foncière (suppression des divisions de cotes foncières) et en matière de taxes mobilières et professionnelle (fixation forfaitaire du capital investi et des bénéfices imposables). Ce projet, rapporté en juin 1928 en Section centrale, n'a pas encore pu parvenir à l'ordre du jour de la Chambre.

VII. — *Le forfait.* — Des membres ont demandé quelles étaient, au 31 décembre 1928, les espèces d'ententes forfaitaires établies pour les divers impôts directs et quelles étaient celles qu'on envisageait pour 1929.

L'Administration a répondu : En matière d'impôts sur les revenus, les bénéfices professionnels des cultivateurs sont déterminés par hectare suivant des barèmes arrêtés pour les différentes régions agricoles du pays, par l'Administration et le plus souvent admis par les délégués des groupements agricoles.

Partout où il est possible, l'Administration réalise des accords avec les groupements professionnels en vue de déterminer les bénéfices taxables à l'aide d'un pourcentage moyen appliqué sur un élément qui atteste le mieux le rendement de l'entreprise (chiffre d'affaires, quantité de matières premières employées, quantité de produits vendus, etc.). Semblables accords ont été réalisés dans certaines régions pour différentes professions, telles que celles de boutiquiers, cabaretiers, bouchers, charcutiers, marchands de bestiaux, maraîchers, viticulteurs, etc. Pour d'autres professions, notamment pour les avoués, des forfaits ont également été fixés avec l'adhésion des groupements corporatifs, pour être appliqués lorsque les intéressés ne peuvent déterminer leurs revenus professionnels réels.

L'Administration assure qu'elle continuera d'examiner avec bienveillance les demandes tendant à voir arrêter les éléments d'évaluation forfaitaire des bénéfices professionnels là où il est difficile ou impossible de tenir des écritures régulières.

VIII. — *Impôt foncier.* — Divers membres se sont fait l'écho des polémiques de presse relatives aux impôts excessifs qui grèvent la propriété foncière. Ils assurent que le montant total des impositions foncières peut s'élever à 36 p. c. du revenu cadastral des immeubles : ce qui est excessif.

Saisie de la question, l'Administration répond qu'il est exact que le montant total des impositions foncières peut s'élever à 36 p. c. Mais, ce taux qui constitue un maximum, ne peut être atteint que quand, pour des raisons spéciales dûment justifiées, les provinces et les communes sont autorisées par le Ministère de l'Intérieur, à fixer aux maxima, les additionnels à la contribution foncière et les taxes assimilées.

Toutefois, il y a lieu de tenir compte que dans les 36 p. c., sont compris 5 p. c. afférents à la surtaxe foncière établie pour les années 1926 à 1929 *seulement*, par la loi du 7 juin 1926, relative au Fonds d'amortissement, de sorte que le taux maximum des impositions foncières sera réduit à partir de 1930, de 36 p. c. à 31 p. c. Et encore, 1 p. c. est-il déduit de la supertaxe :

D'autre part, les revenus cadastraux ne représentent que le loyer réel ou présumé, diminué des frais d'entretien et de réparation fixés forfaitairement à un sixième pour les bâtiments; en outre, les revenus cadastraux actuels sont encore, pour la plupart, basés sur les revenus réels du 1<sup>er</sup> janvier 1925, alors que, depuis cette époque, les valeurs immobilières ont subi une hausse très sérieuse.

Dans le maximum de 30 p. c., l'Etat n'intervient qu'à concurrence de 5 p. c.,

la province pour 3 p. c. et la commune pour 22 p. c. En fait, pour les motifs indiqués au paragraphe précédent, le pourcentage par rapport au revenu réel, est beaucoup moindre.

Il n'est pas moins désirable de réduire les charges foncières; déjà pour 1930, la surtaxe foncière disparaîtra et il est à prévoir qu'une nouvelle péréquation des revenus cadastraux permettra un abaissement sensible du taux de la taxe.

## ADMINISTRATION DES DOUANES ET DES ACCISES.

I. — Les crédits sollicités pour les services extérieurs de cette Administration s'élèvent à 152,434,310 francs. Augmentation de 9,932,370 francs.

II. — *Personnel.* — Cette Administration qui rapporte au Trésor plus de 1,850 millions, a diminué son personnel, d'une manière constante.

Ce personnel qui s'élevait à 9,641 unités en 1924, à 9,048 en 1925, à 8,814 en 1926, ne compte plus que 8,231 agents en 1927, 8,131 en 1928 et 7,960 en 1929.

Dans ce nombre on relevait, comme personnel de carrière, 725 agents en 1924 et en 1925, 649 en 1926, 629 en 1927, 580 en 1928 et 564 en 1929 : diminution continue.

Une diminution semblable se remarque dans le personnel auxiliaire : 8,907 en 1924, 8,323 en 1925, 8,165 en 1926, 7,602 en 1927, 7,551 en 1928 et 7,396 en 1929.

Le Département des Finances va passer contrat pour la fourniture à la douane d'un bateau à moteur destiné à la surveillance maritime de l'Escaut. Dès que cette embarcation aura été livrée, le système actuel de surveillance pourra être révisé et le personnel sera réduit.

Quant à la garde des frontières, les essais se sont poursuivis en vue de remplacer les brigades sédentaires par des brigades mobiles, pourvues de vélos; ces essais n'ont pas encore donné des résultats décisifs.

III. — *Douanes.* — En 1928, le Gouvernement n'a fait usage du pouvoir que lui donne la loi du 7 juin 1926 (relever ou réduire les coefficients qui affectent les droits spécifiques), qu'à l'égard de deux produits :

1° Les turbines hydrauliques pesant de 5,000 à 50,000 kilogrammes, pour lesquelles le coefficient a été réduit de 7 à 3.5;

2° L'insuline, destinée au traitement du diabète, qui a été admise en exemption de droits.

Le tarif des douanes a cependant subi diverses modifications résultant de la conclusion des accords commerciaux avec la Yougoslavie et la France.

IV. — *Recettes.* — L'accroissement continue toujours : en 1925, 551 millions; en 1926, 705 millions; en 1927, 896 millions; en 1928, 1,090 millions. Le record du milliard est dépassé.

V. — *Répercussion de l'accord commercial franco-belgo-luxembourgeois.* — On se rappelle les controverses auxquelles donna lieu la conclusion de cet accord. Désireux de se rendre compte des résultats acquis après un semestre d'application, la Commission a demandé au Gouvernement communication des renseignements statistiques qu'il possédait.

L'Administration a fait établir, d'après les statistiques belges, pour la période du 1<sup>er</sup> mai 1927 au 30 novembre 1927 et pour la période du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 30 novembre 1928, d'une part, la statistique des importations de France dans l'Union, d'autre part, la statistique des exportations de l'Union en France.

1. La valeur des importations de France atteint 3,873,760,000 francs, soit 112.5 p. c. de la valeur correspondante de 1927 (3,442,070,000 francs).

En ce qui concerne les marchandises reprises au tableau des concessions faites à la France, le trafic s'élève à 528,056,000 francs, représentant 109.4 p. c. de la valeur correspondante de 1927 (482,786,000 francs).

2. Les exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vers la France sont évaluées à 2,353,362,000 francs, soit 129.2 p. c. de celles de 1927 (1,822,092,000 francs).

Il n'est pas possible d'établir la part de trafic revenant aux produits repris dans le tableau des concessions faites à la France, notre nomenclature statistique ne comportant pas des positions qui y correspondent et les statistiques françaises parues à ce jour, n'étant pas, à cet égard, suffisamment détaillées.

En somme, il est encore trop tôt pour nous faire une idée précise de la répercussion durable du nouveau traité.

*Dégrèvements.* — La réduction des coefficients qui affectent les droits de douane applicables aux turbines hydrauliques et à l'insuline (voir plus haut III), se traduit par une perte de trésorerie de 65,000 francs par an.

Les réductions de recettes à la suite des accords commerciaux conclus avec la Yougoslavie et la France sont estimées, pour cette année, aux environs de 8 millions.

VI. — *La statistique commerciale.* — En 1928, le droit de statistique atteint 6,300,000 francs. Mais cette somme comprend la valeur des timbres d'approvisionnement; la recette acquise oscillera aux environs de 5 millions.

Le premier lot de machines spéciales pour le dépouillement des données statistiques se trouve à pied d'œuvre. Espérons qu'on ne tardera pas à compléter l'installation.

Le dépouillement du trafic de transit vient d'être centralisé: ce qui permettra notamment de déterminer mensuellement le trafic de nos ports maritimes, conformément aux vœux si justifiés de l'Administration communale d'Anvers, de la Chambre de Commerce et de tous ceux qui s'intéressent au développement de nos affaires.

Comparativement aux importations, les exportations de 1928 représentent 95.5 p. c., soit une amélioration de 3.9 p. c. au regard du pourcentage de 1927, lequel s'élève à 91.6 p. c. (chiffres définitifs).

L'exportation des produits fabriqués atteint, pour 1928, 17.5 milliards, soit une augmentation de 2.1 milliards par rapport à 1927. Comparativement aux importations, nos exportations de produits fabriqués représentent 218.9 p. c. contre 239 p. c. (chiffres définitifs) en 1927.

VII. — *Accises.* — Comme pour les douanes, les recettes des accises continuent leur marche ascendante, et impressionnante: en 1925, 423 millions; en 1926, 618 millions; en 1927, 794 millions; en 1928, 887 millions.

Les plus-values se constatent principalement dans le rendement du droit sur les alcools (60 millions), sur les bières (30 millions), sur les tabacs (20 millions).

VIII. — *Vins de fruits.* — L'Administration des accises s'occupe encore toujours

de la refonte de la réglementation fiscale sur la fabrication des vins de fruits, en tenant compte, assure-t-elle, des vœux émis par la Commission spéciale.

Nous espérons qu'elle aboutira sans trop tarder, à une solution de nature à satisfaire les légitimes revendications nationales. Il importe de mettre au plus tôt un terme aux obstacles d'ordre fiscal qui empêchent de plus en plus une industrie de se développer.

En 1926 nous avons exporté pour plus de 82 millions de kilos de fruits, d'une valeur de 157 millions. Une bonne partie de nos fruits exportés sert à la vinification. Nous avons le plus grand intérêt à vinifier ces fruits chez nous. On estime à 3 millions de litres le vin de fruit fabriqué par nous en Belgique avec les fruits frais de nos vergers. Si les obstacles fiscaux disparaissaient, ce nombre pourrait se multiplier rapidement et prodigieusement, à l'instar de ce qui se passe en Angleterre, en Allemagne et dans tous les pays de l'Europe centrale.

Que ferons-nous de nos fruits quand l'étranger refusera nos produits? Or, nos meilleurs clients, les Anglais, les Allemands et les Hollandais, ont fait d'énormes plantations d'arbres fruitiers qui les rendront de plus en plus indépendants du marché belge.

Il importe qu'en cette matière comme en toutes autres, notre législation fiscale soit exactement adaptée à notre vie économique nationale.

IX. — *Les alcools luxembourgeois.* — Cette question importante, dont s'occupe chaque année le rapport de votre Commission des finances, n'a pas encore reçu de solution. Pour rechercher un terrain d'entente, une Commission, composée principalement de fonctionnaires des administrations intéressées — belge et grand-ducale — a délibéré en ces derniers mois, mais ses travaux n'ont pas abouti jusqu'ici à des formules d'arrangement qui puissent nous donner satisfaction.

En attendant, la situation ne cesse de s'aggraver :

L'importation des alcools luxembourgeois, qui atteignait le chiffre énorme de 900,000 litres à 100 p. c. en 1927, a grimpé, en 1928, à la hauteur prodigieuse de 1,350,000 litres.

Le préjudice total monte ainsi, à la fin de 1928, à plus de 100 millions de francs, savoir : en 1924, plus de 5 millions; en 1925, plus de 17 millions; en 1926, près de 23 millions; en 1927, plus de 24 millions; en 1928, 36,450,000 francs.

On comprend que, devant de telles constatations, le public belge ait commencé à s'émouvoir. Tout en regrettant certains tons de polémique, qui ne conviennent pas entre Etats amis, comme le sont la Belgique et le Grand-Duché, on ne peut s'empêcher de constater qu'il n'est guère possible de défendre la situation actuelle, qui montre le Luxembourg encaissant la totalité des droits sur les alcools qu'il nous envoie et qui sont effectivement mis en consommation sur notre territoire. Une telle situation appelle un correctif urgent, conforme à l'équité. Un abus qui aboutit à nous infliger annuellement un dommage réel de trente-six millions, ne peut perdurer. Nos amis du Grand-Duché doivent s'en rendre compte.

## ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

I. — Les crédits s'élèvent à 38,944,465 francs, dépassant de 1,463,650 francs les allocations budgétaires de 1928.

L'augmentation des dépenses provient notamment de la suppression des retenues de 3 et 7 p. c., de la création de trois bureaux de recettes, du supplément de remise (600,000 francs) alloué aux Postes pour leur collaboration à la vente des timbres fiscaux, de l'organisation du service de contrôle de la taxe de transmission.

*Personnel.* — Au 1<sup>er</sup> janvier 1929 le personnel de carrière comptait 607 agents, comme un an auparavant; le personnel auxiliaire en comptait 248, soit 15 de plus que l'an passé; le personnel temporaire comportait 15 unités contre 2.

II. — *Recettes.* — Les recettes d'impôts effectués pendant l'année 1928 s'élèvent à 3,970 millions de francs, ce qui représente une plus-value de près de 750 millions sur les prévisions budgétaires de 1928.

Rappelons-nous que le rapport de la Commission avait critiqué, l'an dernier, les prévisions de l'Administration pour 1928. Celles-ci, en effet, avaient été inférieures de 255 millions aux recettes réelles de 1927; l'Administration prétendait devoir se baser sur les recettes des neuf premiers mois de 1927 alors que le dernier trimestre est de loin plus productif; elle avait aussi cru devoir laisser une marge de 100 millions en vue des dégrèvements à réaliser au cours de 1928; enfin, elle attribuait une marge excessive à l'effet de la crise économique possible, suite de la stabilisation. Nous avons constaté que l'Administration s'était montrée d'une modération extrême, voire excessive, « car chaque année, c'était la même chose ».

Les faits nous ont donné raison. Tout de même, 750 millions d'écart; cela compte, et il serait souhaitable de voir la vérité serrée de plus près.

Le tableau suivant montre que les suppléments sont particulièrement importants sous les rubriques: enregistrement et transcription, successions et timbre et taxe de transmission. Nous avons déjà fait les mêmes constatations en 1925, en 1926 et en 1927.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Prévisions budgétaires exercice 1928.	Recouvrements de 1928 (fin décembre).	Plus-values.	Prévisions budgétaires exercice 1929.
Enregistrement et transcription . . .	510,000,000	850,693,480	340,693,480	720,000,000
Greffe . . . . .	6,000,000	6,204,940	204,940	6,000,000
Hypothèques. Droit d'inscription . . .	6,600,000	11,088,020	4,488,020	9,000,000
Successions . . . . .	230,000,000	317,330,060	87,330,060	270,000,000
Timbre et taxe de transmission . . .	2,450,000,000	2,760,831,730	310,831,730	2,307,500,000
Naturalisations. . . . .	50,000	213,500	163,500	50,000
Amendes :				
Impôts . . . . .	7,500,000	8,482,250	982,250	8,500,000
Condamnations. . . . .	12,000,000	13,073,920	1,073,920	10,000,000
Taxe sur les associations sans but lucratif	1,500,000	1,844,170	344,170	1,750,000
<b>TOTAUX.</b>	<b>3,223,650,000</b>	<b>3,969,762,070</b>	<b>746,112,070</b>	<b>3,332,800,000</b>

On le voit, pour *l'enregistrement et la transcription*, les recettes dépassent de plus de 66 p. c. la prévision budgétaire.

Pour expliquer le phénomène, l'Administration déclare : « Le rajustement des prix qui s'opère depuis la stabilisation de la monnaie et l'activité du marché immobilier ne suffisent pas à expliquer cette énorme plus-value qui est due, en grande partie, à la perception des droits très importants sur de nombreux actes de sociétés. » C'était déjà l'explication de l'an passé.

L'année dernière, *pour les successions*, l'augmentation de recettes était de 10 à 15 p. c. En 1928 elle est de l'ordre de 40 p. c.

Pourquoi ? L'Administration répond : « Cet accroissement est la conséquence de la plus-value acquise par la matière imposable, mobilière et immobilière. »

*Pour le timbre et la taxe de transmission*, suivons la progression : 699 millions en 1925, 1,554 millions en 1926, 2,554 millions en 1927, 2,760 millions en 1928. Or, en 1927, il y avait eu de nombreux dégrèvements, et en 1928, de plus importants dégrèvements encore.

Explication de l'Administration : « Ce résultat favorable, obtenu nonobstant les dégrèvements d'impôts consentis au cours de l'année (1928) reflète bien la situation très satisfaisante de l'activité économique du pays. Parmi les causes de la bonne tenue des recettes, il faut noter aussi la légère augmentation des prix et le renforcement du contrôle des perceptions. »

III. — *Les prévisions* pour l'exercice 1929 s'élèvent à 3,332,800,000 francs. Elles dépassent de 109,150,000 francs les évaluations de 1928; mais elles sont inférieures de plus de 600 millions aux recettes réelles de 1928.

Les principales causes de cette diminution ont été exposées au projet du Budget des Voies et Moyens. Afin que le Sénat puisse se rendre compte de la valeur des arguments, en fonction de tout ce qui vient d'être dit, nous les résumons ci-après :

1. En matière de droits d'enregistrement et de transcription, le Gouvernement estime que les perceptions à opérer sur les actes de société seront beaucoup moins productives que celles qui ont été effectuées en 1928. D'autre part, l'Administration évalue à 30 millions, pour 1929, la répercussion qu'exercera sur les recettes le rajustement des conditions imposées pour l'obtention de la réduction des droits d'enregistrement et de transcription sur les mutations d'habitations à bon marché. (A. R. du 30 octobre 1928.)

2. Les recettes des successions (270 millions) « ont été évaluées avec la prudence qui s'impose en pareille matière ». (Or, les successions donnèrent 142 millions en 1925, 170 millions en 1926, 333 millions en 1927 et 317 millions en 1928.)

3. En ce qui concerne les droits de timbre et la taxe de transmission, la prévision budgétaire a été établie en tenant compte, non seulement des dégrèvements annoncés pour 1929 et qui sont estimés à 242,500,000 francs, mais aussi de ceux qui ont été accordés dans le courant de l'année 1928 et qui n'ont encore exercé qu'une influence partielle sur les recouvrements.

4. Enfin, la mise en vigueur du projet de loi portant réduction des décimes additionnels établis sur les amendes pénales, qui vient d'être adopté par les Chambres, se traduira par une diminution de recettes que l'on arbitre à 3 millions.

En fin de compte, nous ne pouvons nous empêcher de répéter encore une fois que, dans ses prévisions budgétaires pour 1929, l'Administration s'est encore une fois montrée d'une modération extrême.

IV. — *Progrès administratifs.* — En 1928, la mission extraordinaire principale de l'Administration fut de continuer l'étude de nombreux projets de dégrèvement d'impôts et de leur mise en application. Cette œuvre continuera, avec plus d'ampleur encore, en 1929.

Notons avec satisfaction, qu'en vue d'accélérer les opérations du timbrage à l'extraordinaire, spécialement en ce qui concerne les titres belges et étrangers, le bureau des timbres extraordinaires à Bruxelles, a été doté de machines à timbrer.

VI. — *Aliénations.* — Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1928 jusqu'au 31 décembre, l'Administration des domaines a vendu pour 51,875,000 francs d'immeubles, contre 180 millions au cours des quinze mois antérieurs.

37.9 millions proviennent d'immeubles séquestrés (54.8 millions en 1927).

13 millions proviennent du domaine ordinaire (96.8 millions en 1927).

975,000 francs proviennent de la donation royale (28.8 millions en 1927).

On avait prévu qu'en 1928, le produit des aliénations aurait donné 100 millions.

On prévoit que, pour 1929, le produit des aliénations domaniales se chiffrera par 60 millions de francs.

VII. — *L'inventaire du patrimoine immobilier.* — A une question de la Commission des finances, le Gouvernement avait déclaré l'an dernier: « Il a été sursis à la mise à jour de l'inventaire du domaine privé à raison des réalisations poursuivies. » Cette année, il répond: « Pour les mêmes motifs, nous nous sommes abstenus de travailler à la confection de l'inventaire des immeubles de l'Etat. ». En présence du ralentissement des aliénations, cet argument n'a plus guère de valeur. Dans les conditions actuelles, la mise à jour de l'inventaire du domaine privé (achevé en 1925) pourrait et devrait être fait sans retard.

En 1925, il restait à faire l'inventaire du *domaine immobilier de l'Etat*, de loin le plus important. La dépêche du 30 avril 1923 que le Premier Ministre adressait à ses collègues, indiquait la méthode de travail et l'urgence du travail. Et de son côté, la Commission des finances du Sénat déclarait dans son rapport du 2 juillet 1925: « Il est regrettable que, depuis deux ans, malgré de nombreux rappels, la plupart des départements n'ont pas pu terminer ce travail, si important pour notre bilan national et notre crédit à l'étranger. »

En 1926, la Commission insistait: « De ce train, l'inventaire des propriétés immobilières de l'Etat, si important pour l'inventaire général des biens de l'Etat, ne sera pas obtenu avant plusieurs années. C'est inadmissible. Voilà des années que l'intérêt du pays et son crédit exigent la connaissance de nos ressources, de notre actif, voilà des années que différents Ministres des Finances se heurtent à l'inertie de certains départements. La Commission des finances du Sénat demande de nouveau au Gouvernement de mettre fin à cette situation déplorable, à tout prix. »

Survient la crise monétaire; puis la stabilisation; puis l'adaptation des prix.

Maintenant que la crise est passée, il n'y a plus de raison de ne pas reprendre ce travail nécessaire et de le mener à bonne fin.

VIII. — *Séquestres.* — Question de la Commission: Où en est la liquidation des séquestres allemands? Quand aura-t-on terminé? Peut-on dresser un tableau de ce que ces liquidations ont rapporté avec, en regard, ce qu'elles ont coûté?

Réponse: Il y a lieu de faire une distinction entre la mission de l'Administration des Domaines et celles des parquets.

Depuis la loi du 17 novembre 1921, la vente des biens des ressortissants allemands sous séquestre a été confiée à l'Administration des Domaines. Les opérations sont très avancées. En dehors de quelques domaines des familles d'Arenberg, il reste à réaliser certains biens au sujet desquels des procédures sont en cours devant les tribunaux et quelques gros immeubles d'une réalisation très difficile pour lesquels des amateurs sérieux ne se sont pas encore fait connaître, malgré une large publicité.

Il convient de signaler toutefois, qu'aucune décision définitive n'a été prise pour les forêts sous séquestre qui ont simplement été l'objet de la part de l'Etat, de la rétention provisoire prévue à l'article 14 de la loi du 17 novembre 1921.

Quant à la mission dévolue aux parquets par les articles 19 et 22 de la dite loi, elle consiste dans le contrôle de la gestion des séquestres. Cette vaste opération dont personne ne peut prévoir la durée, suit son cours et, à ce jour, 1,640 quitus ont été délivrés.

Le produit net de la liquidation des biens des ressortissants allemands sous séquestre en Belgique s'élevait, au 30 novembre 1928, à la somme de fr. 613,018,348-87.

Celle-ci a été employée à concurrence de :

1<sup>o</sup> Fr. 39,873,128-09 à rembourser aux ressortissants belges, conformément à l'article 297<sup>h</sup> du Traité de Versailles, le produit des liquidations de leurs biens en Allemagne;

2<sup>o</sup> 67,000,000 de francs à payer, en exécution de l'article 10 de l'Accord de Paris, du 14 janvier 1925, relatif à la répartition des annuités du plan Dawes, les indemnités allouées aux Belges par le tribunal arbitral mixte germano-belge sur le pied des articles 296, 297<sup>e</sup> et 304 du Traité de Versailles.

Il n'est pas possible d'établir actuellement ce qu'ont coûté la gestion et la liquidation des biens allemands sous séquestre. Les honoraires revenant aux séquestres nommés par la Justice sont tarifés par l'arrêté royal du 2 septembre 1922; leur montant ne pourra être déterminé qu'après que les parquets compétents auront délivré quitus de toutes les gestions. L'article 15 de l'arrêté royal du 21 septembre 1926 prévoit un prélèvement de 4 p. c. sur le produit net de chaque liquidation; ce prélèvement est attribué à l'Etat pour couvrir les frais généraux du contrôle et d'administration, ainsi que les frais et charges des séquestrations déficitaires; tout porte à croire que ce tantième suffira à payer toutes les charges.

La Commission approuve le rapport par 4 voix contre 3 et propose au Sénat de voter le projet de Budget.

*Le Rapporteur,*  
CYR. VAN OVERBERGH.

*Le Président,*  
H. LAFONTAINE.



## ANNEXE

### ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DES ÉCONOMIES.

QUESTION : Le *Moniteur* du 6-7 août 1928 publie le rapport final de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat.

Quelle suite le Gouvernement compte-t-il donner aux conclusions de ce rapport final ?

RÉPONSE :

#### Rapport final de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat.

OBJET DES RAPPORTS	SUITE DONNÉE.
<b>I. — Réforme d'ensemble.</b>	
Revision des cadres.	Les cadres des diverses administrations centrales ont été déterminés par l'arrêté royal du 16 décembre 1927.
<b>II. — Mesures d'ordre général.</b>	
1. Dispositions législatives nouvelles. Conséquences financières.	Les recommandations de la Commission sont observées à l'occasion de l'examen des projets et propositions de loi.
2. Contrôle des dépenses des administrations de l'Etat.	Le contrôle visé par la Commission est celui qui s'exerce au Département des Finances lors de l'élaboration des propositions budgétaires. Il est tenu compte des suggestions de la Commission.
3. Subsidés.	L'octroi de tout subside aussi minime soit-il est subordonné à l'autorisation du Comité du Trésor.
4. Finances provinciales dans leurs rapports avec les finances de l'Etat.	A l'instruction.
5. Interventions financières cumulatives de l'Etat, de la province et de la commune dans les mêmes œuvres, institutions, travaux.	A l'instruction.
6. Mode de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat.	A l'instruction dans tous les Départements ministériels.
7. Avancement au choix.	A l'instruction.
8. Mise en disponibilité des fonctionnaires. Régime des pensions.	1° Les conditions de la mise en disponibilité sont réglées par les arrêtés royaux des 6 mai 1923, 1 <sup>er</sup> avril 1925, 12 mai 1927 et 7 avril 1928. 2° Une commission spéciale poursuit l'étude de la revision du régime des pensions.
9. Concentration du service des pensions.	Question liée à la précédente.
10. Services de comptabilité.	Les conclusions n'ont pas été admises.
11. Mode de liquidation des traitements et pensions.	Question réglée par l'arrêté royal du 21 septembre 1926.
12. Bibliothèque des services administratifs.	Un comité central des bibliothèques a été constitué, conformément aux vues de la Commission, pour exécuter le programme élaboré par celle-ci.
13. Commissions établies dans les Départements ministériels.	En instruction.

OBJET DES RAPPORTS	SUITE DONNÉE.
<b>III. — Suggestions concernant les diverses administrations et les divers services et établissements.</b>	
1. Département des Affaires économiques.	La liquidation des services de l'ancien Département des Affaires économiques se poursuit à l'intervention du Ministère des Finances.
2. Service des pensions nées de la guerre et en général de toutes les pensions militaires.	Question réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927; fixant les cadres généraux des administrations centrales.
3. Office de vérification et de compensation.	Les vues de la Commission ont été réalisées.
4. Conseil des Mines.	Question réglée par l'arrêté royal fixant les cadres généraux des administrations centrales.
5. Publications du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.	Conclusions admises et réalisées en majeure partie.
6. Hôpitaux militaires.	Conclusions admises en partie par le Comité du Trésor. Certains hôpitaux ont été supprimés.
7. Administration générale civile du Département de la Défense nationale.	Question réglée par l'arrêté royal fixant les cadres généraux des administrations centrales.
8. Ministère des Travaux publics.	Conclusions adoptées en majeure partie.
9. Réorganisation de la Marine.	Cette question fait l'objet d'une étude d'ensemble par le Département des Chemins de fer, etc.
10. Office central des imprimés.	Question résolue conformément aux vues de la Commission.
11. Moniteur belge.	En novembre 1927, le Comité du Trésor a autorisé l'achat d'une machine à imprimer en vue d'intensifier le rendement de cet établissement.
12. Direction générale de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.	Question réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927 fixant les cadres généraux de l'Administration centrale.
13. Subside à l'enseignement industriel et professionnel.	A l'instruction.
14. Société nationale des habitations et logements à bon marché (1 <sup>er</sup> rapport).	La Société a remboursé une somme de 2,375,000 francs représentant le montant d'avances faites par l'Etat pour couvrir ses frais d'administration depuis son origine.
15. Office des métiers et négoce.	Question réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927 fixant les cadres généraux de l'Administration centrale.
16. Fonderie royale de canons.	Conclusions admises en majeure partie par le Comité du Trésor.
17. Meunerie militaire d'Anvers.	Des économies très sérieuses dans la main-d'œuvre et les frais de fabrication ont pu être réalisées. La meunerie a été maintenue, mais en poursuivant l'enquête, le Comité du Trésor a provoqué un changement dans le système d'achat des blés de nature à faire réaliser de grandes économies.
18. Note sur les boulangeries.	Conclusions adoptées en majeure partie par le Comité du Trésor.
19. Equipements et couchage.	Conclusions adoptées par le Comité du Trésor.
20. Chambres frigorifiques. Parc à charbon et torréfaction des cafés.	Conclusions admises par le Comité du Trésor. Les terrains et le matériel disponibles ont été vendus.
21. Institut agronomique de l'Etat, à Gembloux.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.
22. Institut agronomique de l'Etat, à Huy.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.
23. Ecole moyenne pratique d'agriculture de l'Etat, à Huy.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.

OBJET DES RAPPORTS	SUIITE DONNÉE.
24. Ecole d'horticulture de Vilvorde.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.
25. Ecole moyenne d'horticulture de Gand.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.
26. Institut supérieur d'économie ménagère.	Le Gouvernement a décidé de maintenir cet institut.
27. Ecole vétérinaire de Cureghem.	A l'instruction.
28. Ecoles ménagères agricoles ambulantes.	Conclusions admises par le Ministère de l'Agriculture.
29. Subsidés aux institutions d'enseignement agricole, ménager et horticole.	La suppression des subsides en faveur de l'enseignement agricole n'a pu être admise par le Comité du Trésor.
30. Laboratoires du Ministère de l'Agriculture.	Un projet de laboratoire central a été demandé à la Commission. L'instruction n'est pas terminée.
31. Direction générale de l'Industrie.	Adoption des conclusions.
32. Administration des Mines.	Adoption des conclusions dans le projet de cadre approuvé par le Conseil des Ministres.
33. Inspection de l'Industrie.	Adoption des conclusions.
34. Services frigorifiques.	Les installations frigorifiques sont mises en adjudication.
35. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts.	La majeure partie des conclusions a été adoptée par le Comité du Trésor.
36. Services d'électricité et d'électro-mécanique de l'Administration des ponts et chaussées.	} Ces services ont été concentrés au Département des Travaux publics.
37. Office de l'électricité.	
38. Service de propagande et de tourisme.	Un second rapport a été produit. Conclusions adoptées.
39. Service des paquets Ostende-Douvres.	Voir n° 9.
40. Musée royal des Beaux-Arts de Belgique.	Le Comité du Trésor s'est rallié à la majeure partie des conclusions.
41. Observatoire et Institut de météorologie.	Conclusions adoptées par le Comité du Trésor.
42. Commission royale des monuments et des sites.	Conclusions partiellement admises par le Comité du Trésor.
43. Musée royal des Beaux-Arts d'Anvers.	L'examen de ce rapport a donné l'occasion au Comité du Trésor de préconiser l'abandon pour cet établissement et les établissements similaires du régime de la dotation annuelle. Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1928 leur gestion financière est soumise aux règles de la comptabilité publique.
44. Pavillon chinois et Tour japonaise.	Conclusions admises par le Comité du Trésor, sauf pour la majoration des droits d'entrée.
45. Domaine de Gaesbeek.	La plus grande partie des conclusions a été admise par le Comité du Trésor.
46. Institut historique belge de Rome.	Conclusions en grande partie adoptées par le Comité du Trésor.
47. Musées royaux du Cinquantenaire.	Le Comité du Trésor a adopté partiellement les conclusions du rapport.
48. Gouvernements provinciaux et commissariats d'arrondissement.	Le Comité du Trésor s'est rallié aux propositions relatives au cadre de ces administrations. Le grade de directeur a été supprimé.
49. Administration des pensions au Ministère des Sciences et des Arts.	Il a été tenu compte des suggestions de la Commission lors de la fixation des cadres du Département.
50. Prisons.	Conclusions admises en grande partie.

OBJET DES RAPPORTS	SUIITE DONNÉE.
51. Musée du Congo belge. Ecole coloniale. Ecole de médecine tropicale. Jardin colonial.	La plupart des conclusions ont été admises par le Comité du Trésor.
52. Service des Eaux et Forêts.	Le Comité du Trésor s'est rallié à la plupart des suggestions formulées.
53. Exploitation de la ligne vicinale de Mons-Boussu.	Conclusions non adoptées. L'exploitation de la ligne par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux est envisagée.
54. Jardin Botanique.	Conclusions partiellement adoptées par le Comité du Trésor.
55. Service de comptabilité du Ministère des Sciences et des Arts. Cadre du personnel.	Le cadre proposé a été admis.
56. Etablissements de la Protection de l'Enfance.	Seule la mise au point du cadre reste à régler.
57. Fermes annexées aux établissements d'éducation pour garçons.	Les conclusions relatives à la suppression de la ferme de Moll et à la réduction des cultures des autres établissements n'ont pu être admises par le Comité du Trésor, à raison de l'ordre du jour voté en séance de la Chambre des Représentants le 2 mars 1926.
58. Administration du Cadastre.	La réorganisation de ce service est à l'étude.
59. Services dépendant du Ministère de l'Agriculture (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> Directions générales). Police sanitaire des animaux domestiques, etc.	Conclusions admises en partie par le Comité du Trésor.
60. Archives générales du Royaume.	Conclusions partiellement admises par le Comité du Trésor.
61. Universités de l'Etat.	Le Comité du Trésor s'est rallié en partie aux suggestions formulées.
62. Installations frigorifiques de l'Etat (2 <sup>e</sup> rapport).	Voir n° 34.
63. Office des classes moyennes.	Cet Office a été maintenu contrairement aux suggestions de la Commission.
64. Services extérieurs de l'Administration des Ponts et Chaussées.	Conclusions adoptées dans leur intégralité.
65. Service des bâtiments de l'Etat.	Le Comité du Trésor s'est rallié à la concentration de tous les services qui s'occupent des bâtiments de l'Etat, à l'exclusion des constructions militaires, à l'Administration des bâtiments civils.
66. Société nationale des Habitations à bon marché (2 <sup>e</sup> rapport).	Voir n° 14.
67. Ateliers du génie maritime à Ostende.	Voir n° 9.
68. Comptabilité des exploitations agricoles dépendant du Ministère de la Justice.	En instruction.
69. Service des douanes.	La plupart des suggestions émises ont été adoptées par le Comité du Trésor d'accord avec le Département des Finances.
70. Fond national de retraite des ouvriers mineurs.	Les conclusions n'ont pu être adoptées par le Comité du Trésor à raison de l'autonomie qui a été réservée à cet organisme par la loi qui l'a institué.
71. Conservatoires royaux.	} Conclusions admises par le Comité du Trésor d'accord avec le Département.
72. Conservatoire royal de Bruxelles.	
73. Conservatoire royal de Liège.	
74. Conservatoire royal de Gand.	
75. Conservatoire royal flamand d'Anvers.	

OBJET DES RAPPORTS.	SUIITE DONNÉE.
76. Fermes annexées aux établissements d'éducation pour garçons. Réduction de leur étendue.	Voir n° 57.
77. Service des Accises.	La plupart des conclusions ont été adoptées par le Comité du Trésor. Des réformes sont envisagées dans le sens des suggestions de la Commission.
78. Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. Réduction des dépenses.	Voir n° 70.
79. Institution d'Hoogstraeten.	En instruction.
80. Institution de Merxplas.	En instruction.
81. Service de phytopathologie.	Affaire terminée. Cadre proposé admis.
82. Papiers et impression typographiques.	Une enquête a été prescrite par le Comité du Trésor. Les divers Départements ont été priés de désigner leurs délégués.
83. Agents subalternes des administrations centrales.	Les cadres ont été fixés en tenant compte des suggestions de la Commission.
84. Commissariats maritimes.	Voir n° 9.
85. Génie maritime.	Voir n° 9.
86. Passages d'eau.	Voir n° 9.
87. Bibliothèque Royale.	En instruction.
88. Laboratoires de l'Etat. Réunion.	En instruction.

**Questions traitées par le Bureau de la Commission ayant fait l'objet de communications adressées au Gouvernement.**

1. Statistique commerciale et acquisition éventuelle de machines.	Le Comité du Trésor a, le 7 mai 1928, autorisé l'achat des premières machines automatiques comptables et à statistiques Powers.
2. Acquisition d'une nouvelle presse rotative par le <i>Moniteur belge</i> .	L'acquisition a été autorisée par le Comité du Trésor le 18 novembre 1927.
3. Questions relatives à l'organisation d'une bourse du travail.	Une Bourse du travail fonctionne au Cabinet du Premier Ministre.
4. Réduction du personnel des administrations de l'Etat à l'effectif de 1914.	Question réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927, fixant les cadres généraux des administrations centrales.
5. Redressement des traitements des fonctionnaires supérieurs et réduction des effectifs.	Questions réglées par l'arrêté royal du 16 décembre 1927, relatif aux rétributions des agents de l'Etat et par celui, de même date, fixant les cadres généraux des administrations centrales.
6. Vente du paquebot <i>Princesse Clémentine</i> .	Voir n° 9.
7. Remplacement du garde-pêche <i>Zinnia</i> par un chalutier ou un bateau pilote.	Voir n° 9.
8. Fixation au décime ou au demi-décime des sommes à porter en dépense ou en recette dans la comptabilité de l'Etat.	Affaire terminée (sans suite).
9. Modification à quelques articles de la loi communale comme conséquence de la stabilisation monétaire.	Un projet de loi sera déposé incessamment.
10. Suppression de la seconde distribution postale dans les localités rurales de minime importance.	Plus d'un millier de distributions supplémentaires ont pu être supprimées.
11. Abonnements-poste. Modifications au régime actuel.	Des relèvements de tarifs ont été décrétés.

OBJET DES RAPPORTS.	SUITE DONNÉE.
12. Taxe sur les postes de T. S. F.	Des mesures ont été prises pour réduire les formalités préalables à l'installation et des mesures seront prises pour augmenter les recettes.
13. Installations de chauffage des bâtiments de l'Etat.	Le Comité du Trésor s'est occupé de différents rapports relatifs aux installations de chauffage de départements ministériels. Il sera tenu note des suggestions de la Commission.
14. Institut cartographique militaire.	Après expérience, les méthodes proposées par la Commission ont dû être abandonnées.
15. Brevets de pension.	Voir n° 8, 2°.
16. Concentration des travaux d'impression.	Voir n° 82.
17. Répartition plus judicieuse des subsides de l'Etat.	Le contrôle du Comité du Trésor s'exerce systématiquement sur toutes les allocations de subsides.
18. Modifications à la répartition et au groupement des attributions ministérielles.	Les conclusions admises ont été traduites dans l'arrêté royal du 16 décembre 1927 fixant les cadres des administrations centrales.
19. Inopportunité de la fusion de la Marine et de l'Aéronautique.	Proposition adoptée.
20. Groupement des attributions ministérielles concernant les chemins de fer vicinaux, autobus et tramways.	A l'examen d'une commission composée de délégués des départements intéressés.
21. Dépenses qu'entraînent les hôtels ministériels.	Statu quo maintenu.
22. Office de liquidation du Comité national.	Cet office a terminé sa mission.
23. Service sanitaire de l'Escaut à Doel.	Conclusions admises.
24. Réduction des effectifs du personnel des bureaux administratifs.	Question réglée par l'arrêté royal du 16 décembre 1927, fixant les cadres généraux des administrations centrales.
25. Mesures à prendre pour fixer les cadres des services extérieurs.	A l'instruction.
26. Attributions respectives de l'Administration des Postes et de certaines administrations fiscales.	Affaires terminées. Statu quo maintenu.
27. Possibilités de réunir l'Administration des douanes et accises et celle des contributions.	Conclusions non adoptées : le statu quo a été maintenu.
28. Jardins entretenus en régie.	Le Comité du Trésor a prié les divers départements de s'inspirer des indications de ce rapport dans leurs commandes de chaudières.
29. Cahier des charges pour commande des chaufferies.	En instruction.
30. Cahier des charges pour achats de charbon.	

## BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 19 FEBRUARI 1929

### **Verslag uit naam van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1929.**

*(Zie de n<sup>o</sup> 4-XIV, 25 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 18, 19 en 20 December 1928.)*

Aanwezig : De heeren LAFONTAINE, voorzitter; DE CLERCQ, FRANÇOIS, HUISMAN VAN DEN NEST, LABOULLE, PIERLOT en VAN OVERBERGH, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Ons verslag voor 1928 stelde vast dat de toestand over het geheel gunstig bleef.

In 1929 voegen wij erbij dat de toestand over het geheel nog merkkelijk verbeterd is.

Verleden jaar, om den toestand te beschrijven, hebben wij onderzocht hoe het stond met onze devies en met de rekeningbalans van de Thesaurie en van de begrooting. Wij besloten als volgt : « De vier hoofdgegevens van den financiëlen toestand zijn dus gunstig. België wordt weer gezond, zulks met des te zekerder stap op voorwaarde dat het de voorschriften volgt van een regiem, opgelegd door den aard zelf der omstandigheden. »

In 1929 zijn deze aanwijzingen nog gunstiger.

Onze devies houdt zich goed en de stabilisatie in Frankrijk heeft een mogelijke bedreiging doen verdwijnen.

Onze handelsbalans is van 91.6 t. h. (1927) gestegen tot 95.5 t. h. in 1928, een verbetering dus van ongeveer vier punten; dit beteekent dat wij in evenwicht zijn, een hoogtepunt dat tot hiertoe nooit bereikt werd. Onze rekeningbalans sluit met een tegoed. Nijverheid en landbouw ontwikkelen zich en er is bijna geen werkloosheid.

Onze Thesaurie, die in 1927 in zulk een schitterenden toestand verkeerde, heeft haar reserve en werkkapitaal verhoogd.

Onze begrooting verbetert haar evenwicht. Niettegenstaande voor 1927 vrees werd gekoesterd, sluiten de rekeningen met een batig saldo van 163 millioen, in weerwil van 1,480 millioen bijkomende uitgaven. De voorloopige rekening over 1928 duidt op 31 December j.l. een batig saldo van 705 millioen aan, niettegenstaande 1,855 millioen bijkomende uitgaven. Dergelijke uitslagen konden enkel worden bereikt dank zij de verdienstvolle inspanningen van den schatplichtige, overtuigd dat hij den Staat kost wat kost moet redden.

De toestand mag dus bevredigend heeten. België's financiën komen dus spoedig

tot een gezonden toestand. Anderzijds acht men dat wij op het punt zijn het peil van 1914 te bereiken.

Onder de schaduwen die onzen gezichteinder in 1928 verduisterden, zijn er twee die blijken te verminderen : « de ziekelijke beurspeculatie », maakt onze landgevoeten minder koortsachtig, en het « overdreven aantal uitgaven » neemt af.

De derde donkere schaduw in 1928, de treurige toestand van onze 3 t. h. rentetitel, is, ongelukkig genoeg, niet minder zorgwekkend. Integendeel, de 2<sup>e</sup> reeks is zelfs achteruitgegaan gedurende lange maanden, niettegenstaande de aankopen door openbare instellingen. Het valt evenwel niet te weerleggen dat de batige saldo's van de begrotingen toelieten, al zij het ook gedeeltelijk, genezing te brengen aan deze wonden van ons openbaar krediet. Zooals door zooveel verkondigd werd, zijn onze beleggingen tegen vaste rente, zooals onze Staatsfondsen, sinds onze frank een onaantastbare goud-waarde herkregeen heeft, niet in trek, en hebben zij op verre na niet het peil bereikt dat deze beleggingen hebben op andere groote plaatsen zelfs niet zooals in Frankrijk, hoewel dit land evenzeer als wij beproefd werd gedurende en na den oorlog.

De vierde donkere schaduw aan onzen financieelen gezichteinder van 1928, waren de zware belastingen, die mettertijd drukkender werden : bijna 8 milliard in 1927, over de 9 milliard in 1928. De supertaxe werd geperekwateerd en de opbrengst was ongeveer dezelfde als vroeger. De belasting werd met 250 millioen verlicht, de opbrengst steeg en vergoedde de verlichting alsof er niets veranderd was. Het Delgingsfonds heeft schulden gedelgd die geenszins den gevaarlijken aard hadden van de vlottende schuld, en trots alles komt men tot dezen uitslag dat er op het einde van 1929 geen reden meer bestaat voor de dotatie van het Fonds, vermits al de achtereenvolgende terugbetalingsplannen zullen verwezenlijkt zijn, behalve voor wat een honderd millioen betreft misschien. Alles duidt dus den te volgen weg aan : de belastingen dienen verminderd ongeveer in de mate der bijzondere en buitengewone belastingen in 1926. Deze bijzondere belastingen, die op 1,500 millioen per jaar geraamd werden, hebben in werkelijkheid 1,618 millioen opgebracht in 1927 en 1,784 millioen in 1928.

De toestand wijst er evenwel op dat, voor de vermindering van belasting waartoe zal overgegaan worden, rekening zal moeten gehouden worden, in de mate als zal noodig zijn, van een bijzondere schaduw die opnieuw, sedert verscheidene maanden, den gezichteinder verduistert : namelijk de stijging van het index-cijfer. De uitkeering van een dertiende maand was een tijdelijk hulpmiddel. Alles wees erop dat, bij normale toestanden van het voorjaar, het index-cijfer niet verder stijgen zou, maar de huidige verwickelingen van een zeer guren winter doen aan deze hoop twifelen; voorzichtigheid gebiedt voldoende middelen bij de hand te houden om aan alle gebeurlijkheden het hoofd te kunnen bieden. Het spreekt vanzelf dat ook voldoende reserves moeten voorbehouden worden voor de sociale en economische hervormingen waarover ieder het eens is.

Ten laatste is er nog een schaduw die in 1928 niet bestond en die plotseling groote bezorgdheid baart : de ons toekomende schadeloosstellingen volgens het Dawes-plan dreigen verminderd te worden. De Belgische natie heeft een harde ervaring opgedaan : door ieder der voorgaande internationale conferenties werden onze meest van-zelf-sprekende rechten min of meer verminderd, niettegenstaande het zoo zeer gestaafde verzet door ieder der opvolgende Regeeringen aangeteekend, hoewel op roerende wijze herinnerd werd aan de plechtige belofte van Le Havre betreffende het totaal herstel door de verbonden Mogendheden. Het mag niet gebeuren dat opnieuw het aandeel verminderd wordt dat ons door het Dawes-plan werd gelaten



en dat niet kan gemist worden om onze buitengewone begrooting in evenwicht te brengen. Onze Commissie onderschrijft de verklaring onlangs afgelegd door onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, waarin deze zegt dat België bereid is gezamenlijk te zoeken naar eene oplossing waarbij de vrede versterkt en de financieele en economische toestand van Europa steviger gemaakt wordt, en ook dat het voor de hand ligt dat de wettig verschuldigde sommen onmisbaar zijn voor de afbetaling der bezettingskosten en tot voltooiing van het werk van nationaal herstel, dat sinds tien jaar zulke zware opofferingen eischt van ons land.

Sinds meer dan tien jaar spant België zich in om zijn oorlogswonden te heelen, meestal met eigen hulpmiddelen. Na het herstel van zijn verwoest gebied, van zijn vernielde huizen, van zijn geplunderde fabrieken en na zijn productie, die bijna tot niets vervallen was, weer opgevoerd te hebben, is het de vreeselijke financieele crisis te boven gekomen. Het land bezit de noodige middelen om de nog open wonden te heelen, die door de stabilisatie geslagen werden. De uitslagen van het belastingstelsel dat het land zich opgelegd heeft, zijn van aard vertrouwen in te boezemen in het rechtvaardig voltooiën van het herstel, en met goed gevolg te beginnen de te zware belastingen geleidelijk te verlichten.

Het was een moeilijke weg dien België moest volgen om tot economischen financieel herstel te geraken, maar nu bevindt het land zich ongeveer op hetzelfde peil als vóór den oorlog. Nu kan de hand aan 't werk geslagen om het grootsche gebouw op te richten dat de normale ontwikkeling van zijn werkkraft op elk gebied zal beschutten.

De grondvesten van dit gebouw moeten versterkt en vervestigd worden door middel eener financieele politiek die aanpast bij den toestand van heden en morgen.

De Commissie van Financiën van den Senaat heeft verleden jaar het richtsnoer voor deze financieele politiek aangewezen :

Het behoud van een ruim evenwicht der begrooting en der Thesaurie;

Zoo vlug mogelijk de Buitenlandsche openbare schuld verminderen en, zoodra de omstandigheden zulks toelaten, onze Binnenlandsche Schuld converteeren;

De perekwaties voltooiën die noodzakelijk zijn geworden door de stabilisatie, en ons openbaar krediet herstellen;

De belastingen op gevoelige wijze verlichten volgens een financieele politiek die de vermindering van de levensduurte beoogt en de ontwikkeling van nijverheid en handel, vooral met het oog op den uitvoer : vermindering der belastingen op de artikelen van algemeen verbruik, op de bouwstoffen, op de grondstoffen. Wat de hervorming van het belastingstelsel aangaat, zijn wij het allen eens dat er vereenvoudiging moet komen, dat de vrijgestelde minima moeten verhoogd worden en de perekwatie schijfsgewijs moet geschieden : ieder verlangt meer klaarheid en minder ergernis; maar diezelfde eensgezindheid bestaat niet meer waar het gaat over het principieel der globale belasting op het inkomen. De eenen willen gewoonweg afschaffen, de anderen behouden, de meesten zijn voorstanders van een herziening overeenkomstig onze gebruiken. Na de aanstaande verkiesingen zal de meerderheid beslissen.

Het blijkt wel dat er geen meeningsverschil bestaat omtrent de noodzakelijkheid onze fiscale en financieele politiek te richten naar een stelselmatige ontwikkeling van onzen uitvoer. De steeds grootere ontwikkeling van onzen uitvoer is van even groot belang voor alle maatschappelijke standen. Onze budgetaire en geldelijke beproevingen hebben onvermijdelijk de inspanning belemmerd waarvoor aanzienlijke uitgaven noodig waren. Nu evenwel schijnt het dat voortaan de plannen van

zekere uitbreiding mogen aangevat worden, te meer daar het voorschotten geld die honderd ten honderd zullen opbrengen.

Alles samen genomen, Mevrouw, Mijne Heeren, indien de Internationale Conferentie die nu zitting houdt, haar doel bereikt, en tevens onze verworven rechten eerbiedigt, zal onze financiële toestand goed blijven en alles wijst erop dat hij zal voortgaan te verbeteren.

Wordt onze economische bedrijvigheid sterker, ontwikkelt zich onze uitvoer, is ons geldelijk beheer voorzichtig en bedachtzaam, dan zal België te midden van grooter voorspoed de honderdste verjaring kunnen vieren van zijn nationale onafhankelijkheid.

## ALGEMEEN OVERZICHT DER BEGROOTING VAN FINANCIËN.

Het ontwerp van begrooting voor 1929 bedraagt 324,414,342 frank, onderverdeeld als volgt :

Gewone uitgaven : 320,075,299 frank;

Buitengewone uitgaven : 4,339,043 frank

Bijgevolg is er tegenover de begrooting van 1928 een verhooging te boeken van 838,617 frank, hetzij een verhooging van 13,994,244 frank voor de gewone uitgaven en een vermindering van 13,155,627 frank voor de buitengewone uitgaven.

### HOOFDBESTUUR.

I — De begrooting van het hoofdbestuur bedraagt 28,334,758 frank, dus een verhooging van 47,680 frank.

*Personeel* — Het beroepspersoneel telt 692 bedienden, terwijl het er 708 telde in 1928. Het tijdelijk personeel, dat 174 eenheden bedroeg in 1928, is tot 112 verminderd.

*Materieel.* — De strijping is voornamelijk te wijten aan den verhoogden prijs der tijdschriften en het grooter aantal tijdschriften voor het Kabinet van den Eersten Minister en voor de organismen die ervan afhangen (Comiteit der Schatkist, Financiële dienst, enz.).

II — *De dienst der begrooting.* — De Commissie heeft aan den Minister gevraagd welke de balans was der ontvangsten en uitgaven van de begrooting van 1927 en van die van 1928 (op 31 December 1928). Haar werden de volgende inlichtingen verstrekt :

### DIENSTJAAR 1927.

De definitieve staat over het dienstjaar 1927 zal slechts over enkele weken kunnen opgemaakt worden.

Volgens de nu gekende gegevens, sluit de voorloopige balans der begrotingsontvangsten en -uitgaven voor dit dienstjaar, met een *zuiver* tegoed van 163 mil-

lioen 185,820 frank 11 centiem. Daarin is niet begrepen de opbrengst der geconsolideerde leeningen andere dan de opbrengst der titels die uitgegeven werden ter voldoening van oorlogsschade

BEGROOTING	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	OVERSCHOT	
			der ontvangsten	der uitgaven
Gewone . . . . . fr.	9.278,863,741 60	7.765,534,521 91	1.513,329,219 69	—
Buitengewone :				
a) Eigenlijke . . . . .	110.000,287 37	346,516,944 31	—	236,516,656 94
b) Ontvangsten en uitgaven wegens herstel . . . . .	914,083,325 96	550,575,721 98	363,507,603 98	—
Beheer van Zeewezen, Posterijen, Tele- grafen, Telefonen en Luchtvaart :				
a) Gewone . . . . .	604,567,319 77	606,094,135 33	—	1,526,815 56
b) Buitengewone . . . . .	497,609 05	133,487,222 76	—	132,989,613 71
Fr.	10.908.012,283 75	9.402,208,546 29	1,876,836,823 67	371,033,086 21
		Overschot der uitgaven :	1,505,803,737 46	
Batig saldo der begrooting . . . . . fr.			1,505,803,737 46	
Buitengewone dotatie aan het Delgingsfonds der Openbare Schuld. fr.			1,589,629,765 98	
Opbrengst van buitengewonen verkoop van eigendommen . . . . .			77,498,343 49	
			Fr. 1,667,128,109 47	
Af te trekken : Sommen in de begrooting ingeschreven . . . . .			324,510,192 12	
			Blijft, fr. 1,342,617,917 35	
			Zuiver tegoed, fr. 163,185,820 11	

Men herinnert zich dat, verleden jaar, volgens den staat van de begrooting voor het dienstjaar 1927, een tekort voorzien werd van fr. 159,928,224-06. Eenerzijds vloeit deze verbetering voort uit een accres der ontvangsten van 202 miljoen; anderzijds, uit een vermindering der uitgaven met 131 miljoen (1.3 miljoen voor de gewone uitgaven, 43.6 voor de buitengewone uitgaven; 26.4 voor de tijdelijke uitgaven voor herstellingswerken; 33.6 voor de gewone uitgaven van het Beheer van Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, en 26 miljoen voor de buitengewone uitgaven).

## LOOPEND DIENSTJAAR 1928.

Volgens de huidige vooruitzichten, sluit de balans der begrootingsontvangsten en -uitgaven *eigen* aan het dienstjaar 1928, rekening houdende met de opbrengst der titels uitgegeven ter voldoening van oorlogsschade, met een *zuiver* boni van fr. 705,179,406-88.

BEGROOTING	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	OVERSCHOT	
			der ontvangsten	der uitgaven
Gewone . . . . . fr.	10,345,408,908 04	8,883,032,640 05	1,462,376,267 99	—
Buitengewone :				
a) Eigenlijke . . . . .	34,539,357 92	525,627,590 32	—	491,088,232 40
b) Ontvangsten en uitgaven wegens herstel . . . . .	1,143,744,120 46	570,283,261 82	573,460,558 64	—
Beheer van Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart :				
a) Gewone . . . . .	707,017,474 »	784,214,821 75	—	77,197,347 75
b) Buitengewone . . . . .	820,000 »	176,910,300 »	—	176,090,300 »
Fr.	12,231,529,860 42	10,940,068,613 94	2,035,837,126 63	744,375,880 15
			Overschot der ontvangsten :	1,291,461,246 48
				=====
Boni der begrooting . . . . . fr.				1,291,461,246 48
Buitengewone dotatie van het Delgingsfonds der Openbare Schuld, fr.			1,200,000,000 »	
Opbrengst van buitengewonen verkoop van eigendommen . . . . .			15,160,100 »	
			Fr. 1,215,160,100 »	
Af te trekken : Sommen in de begrooting ingeschreven			628,878,260 40	
				Blijft, fr. 586,281,839 60
				Zuiver boni, fr. 705,179,406 88
				=====

De algemeene uiteenzetting van de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1928 heeft een *zuiver* overschot der ontvangsten aangetoond van fr. 80,830,432-87.

In den staat der begrooting op 31 December 1928 stijgt dit overschot tot 705 miljoen, dus een vermeerdering van fr. 624,348,974-01. Deze uitslag werd bereikt niettegenstaande buitengewone kredieten, tot een totaal bedrag van 1,873 miljoen frank, werden aangevraagd ten laste van dit dienstjaar (1,855 miljoen) of moeten aangevraagd worden (18 miljoen).

De ontvangsten voor het dienstjaar 1928 wijzen dus een accres aan van 1,324,000,000 frank, in ronde cijfers, tegenover die van het vorig dienstjaar, te weten :

AARD DER ONTVANGSTEN	DIENSTJAAR 1927	DIENSTJAAR 1928	VERSCHIL
<i>Gewone ontvangsten.</i>			
Rechtstreeksche belastingen . . . . . fr.	2,737,000,000	3,074,000,000	+ 337,000,000
Douanen en accijnzen . . . . .	1,703,000,000	1,992,000,000	+ 289,000,000
Registratie en domeinen . . . . .	3,474,000,000	3,972,000,000	+ 498,000,000
Tolgeden . . . . .	47,000,000	25,000,000	-- 22,000,000
Kapitalen en renten . . . . .	210,000,000	279,000,000	+ 69,000,000
Terugbetalingen . . . . .	366,000,000	310,000,000	-- 56,000,000
Buitengewone ontvangsten . . . . .	10,000,000	10,000,000	—
Ontvangsten ter vereffening . . . . .	732,000,000	683,000,000	49,000,000
Fr.	9,279,000,000	10,345,000,000	+ 1,066,000,000
Buitengewone ontvangsten . . . . .	110,000,000	35,000,000	-- 75,000,000
Ontvangsten wegens herstel . . . . .	914,000,000	1,144,000,000	+ 230,000,000
Exploitatieontvangsten en buitengewone ontvangsten van het beheer van Zeezezen, Posterijen, enz. . . . .	605,000,000	708,000,000	+ 103,000,000
Fr.	10,908,000,000	12,232,000,000	+ 1,324,000,000
	=====	=====	=====

Anderzijds zijn de uitgaven, voor het dienstjaar 1928, 1,538,000,000 frank hooger dan voor het dienstjaar 1927.

AARD DER UITGAVEN	DIENSTJAAR 1927	DIENSTJAAR 1928	VERSCHIL
<i>Gewone uitgaven.</i>			
Openbare schuld . . . . . fr.	4,011,000,000	4,357,000,000	+ 346,000,000
Beheersuitgaven . . . . .	2,868,000,000	3,561,000,000	+ 693,000,000
Onwaarden en terugbetalingen . . . . .	887,000,000	965,000,000	+ 78,000,000
Fr.	7,766,000,000	8,883,000,000	+ 1,117,000,000
Eigenlijke buitengewone uitgaven . . . . .	347,000,000	526,000,000	+ 179,000,000
Tijdelijke uitgaven voor herstellingswerken . . . . .	550,000,000	570,000,000	+ 20,000,000
Exploitatieuitgaven van het beheer van Zeezezen, Posterijen, enz. . . . .	606,000,000	784,000,000	+ 178,000,000
Buitengewone uitgaven voor diezelfde beheeren . . . . .	133,000,000	177,000,000	+ 44,000,000
Fr.	9,402,000,000	10,940,000,000	+ 1,538,000,000
	=====	=====	=====

Bij het beoordeelen der vergelijkende uitslagen der dienstjaren 1927 en 1928, moet niet uit het oog verloren worden dat voor dit laatste dienstjaar de buiten-

gewone dotatie van het Delgingsfonds der Openbare Schuld van een minimumbedrag van 1,500 miljoen frank tot een vaste som van 1,200 miljoen frank werd teruggebracht.

Het zal niet van belang ontbloeit zijn een laatste tabel op te maken om aan te toonen op welke wijze de uitkeering van de buitengewone dotatie aan het Delgingsfonds invloed heeft op het saldo van de begrootingsbalans.

ONTWERP VAN BEGROOTING.	STAAT OP 1 JANUARI 1929.
Overschot der ontvangsten . . . fr. 1,280,830,432 87	Overschot der ontvangsten . . . fr. 1,291,461,246 48
Aan het Delgingsfonds te storten . . 1,200,000,000	Buitengewone dotatie aan het Delgingsfonds . . fr. 1,200,000,000 "
Zuiver overschot der ontvangsten, fr. 80,830,432 87	Opbrengst van den buitengewonen verkoop van eigendommen . . . 15,160,100 "
	Fr. 1,215,160,100 "
	Af te trekken :
	Sommen geboekt als begrootingsuitgaven . . . fr. 628,878,260 40 (1)
	Fr. 586,281,839 60
	Zuiver overschot der ontvangsten, fr. 705,179,006 88

III. — *De Dienst der Munt.* — In 1928 hebben de werkplaatsen 94,763,500 stukken gemaakt (83 miljoen in 1927) waarvan 68,929,500 voor België, 23,834,000 voor Congo en 2,000,000 voor het Groot-Hertogdom Luxemburg.

De winst van uitgifte van stukken van 5, 10 en 25 centiem, voor een nominale waarde van 5,690,175 frank, bedraagt 1,785,215 frank ten bate van het Fonds voor Muntvoorziening.

Om te voorzien in de behoefte van den geldomloop is men verplicht geweest weder muntpenningen van 1 frank en van 50 centiem uit te geven. Men heeft voor eene waarde van 16,475,000 frank van deze penningen geslagen. De winst van uitgifte bedroeg 13,097,315 frank, waardoor het bijzonder Fonds gestijfd wordt. De retributies betaald voor aanmaak van Congoleesche munten bedragen fr. 66,808-09; de bestuurder der fabricage heeft fr. 1,894-30 afgedragen voor den aanmaak van vreemde munten.

De vrijwillige stempeling van goud- en zilverwerken, die tot nu weinig gevraagd werd, wordt thans meer gewild voor den uitvoer van goudsmidswerken. In 1928 wogen de werken in goud die ter stempeling werden aangeboden 92 kilogram; de werken in zilver 110 kilogram. Als waarborgrechten werd uit dien hoofde fr. 14,418-39 ontvangen.

De uitbreiding die verleden jaar opgemerkt werd in de keuring van staven en stukken van edel metaal, is dit jaar nog toegenomen. In 1928 werden 1,471 keuringen gedaan en uit dien hoofde werd 42,398 frank ontvangen.

(1) Fr. 252,000,000 buitengewone amortisatie van 6 t. h. obligatiën A. N. I. C.  
 240,000,000 gedeeltelijke terugbetaling van voorschotten der Nationale Bank.  
 136,878,260 40 verlies op den wissel voor de terugbetaling van de Schatkistbons - Canadeesche Paarden  
 Fr. 628,878,260 40

Het krediet aan het Beheer der Munt geopend voor 1928 bedroeg 52,800 frank. Het bleek ontoereikend wegens de algemeene stijging der prijzen en vooral omdat verschillende onderhoudskosten die tot nu door den dienst der burgerlijke gebouwen werden gedragen, ten laste kwamen der economaten: aanvullend krediet van 7,200 frank. Voor 1929 bedraagt het krediet 66,000 frank, zulks is noodzakelijk wegens de verhooging der prijzen, namelijk der electriciteit.

IV. — *Oorlogsschade.* — Het verslag der Commissie voor 1928 meldt dat, op 30 April 1928, eene som van 8,656 millioen werd uitgekeerd voor oorlogsschade aan eigendommen van particulieren, vennootschappen en gemeenten.

Op 31 December 1928 was het bedrag tot 8,928 millioen gestegen.

Wat de schade aan personen betreft, bedragen de sommen uitgekeerd voor vergoeding voor deportatie, terugbetaling van de kosten voor geneeskundige behandeling en artsenijen, evenals de eerste termijnen der renten van den Dienst voor oorlogsschade, een totaal van 397 millioen op 31 December 1928.

De jaarlijksche uitkeeringen aan burgerlijkeslachtoffers van den oorlog, die vanaf 1 Januari 1925 door de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen gedaan worden, belooopen op 31 December 1928 tot 334 millioen. Uitkeeringen van denzelfden aard, die tot 31 December 1924 door den Dienst der Openbare Schuld werden gedaan, bedroegen 97 millioen. Dus een totaal van 829 millioen voor schade aan personen.

Na aftrek der reeds gedane voorloopige voorschotten kan men van nu af 700 millioen beramen voor het bedrag der vergoedingen in principaal die nog moeten vastgesteld en vereffend worden; daarin zijn niet begrepen de dossiers die men nu aan het bijwerken is.

V. — *Groepering der buitendiensten die afhangen van het Ministerie van Financiën.* — Dikwijls heeft men geklaagd dat de verschillende diensten te veel verspreid zijn: registratie, domeinen, zegel, hypotheken, rechtstreeksche belastingen, enz. In groote steden, en zelfs in steden van middelbare grootte, zijn de diensten meestal verspreid in ver van elkander gelegen gebouwen. Het zou de belastingsschuldigen grooten dienst bewijzen moesten al die diensten in eenzelfde centrum gegroepeerd zijn. De Minister van Financiën staat er op dit te verwezenlijken te Leuven, in het nieuw Paleis van Justitie. Daar zullen de diensten van de rechtstreeksche belastingen, van de hypotheken, van het zegel, van de gerechtelijke akten en van het domein, van het kadaster, enz. ingericht worden. Dit zal een begin zijn van een administratieve rationaliseering die niet alleen een tijdsbesparing zal zijn voor het publiek, maar ook een bezuiniging en verhoogde rendeering.

VI. — *Het Comité der Schatkist.* — Sommige leden hebben gevraagd of het oogeblik niet gekomen is om een einde te stellen aan het Comité der Schatkist, waarvan het recht van bestaan volgens de Grondwet kan betwijfeld worden. Nu wij de financieele crisis te boven zijn, zeggen zij, moeten wij zoo spoedig mogelijk weer den normalen weg op, en moet vrije beschikking gegeven worden over de begrotingskredieten aan de Ministers die tegenover het Parlement verantwoordelijk zijn.

De Regeering heeft in 't kort als volgt geantwoord:

1. Artikel 1 van het Koninklijk besluit van 26 Mei 1926 bepaalt dat een Comité der Schatkist ingesteld wordt in den schoot van den Ministerraad.

Deze beschikking, evenals die van 26 Juni en van 19 October 1926, houdende regeling en bevoegdheid van het Comité, werd genomen op voorstel van de Ministers in raad vergaderd.

De opdracht door de Grondwet aan de Regeering gegeven tot uitvoering der begrootingswet, behelst de macht de modaliteiten der uitvoering ervan te bepalen. De grondwettelijkheid van het Comitéit der Schatkist te betwisten, zou gelijk staan met aan de uitvoerende macht het recht te ontzeggen vrij de bevoegdheid der Ministers aan te wijzen.

2. Wat het tweede punt aangaat dient een onderscheid gemaakt tusschen de stemming over de kredieten en de aanwending ervan. Indien het niet een verplichte uitgave betreft, dan staat het boeken op de begrooting gelijk met het voorzien van een uitgave; de stemming van het Parlement is dan een toelating aan den Minister om het krediet uit te geven.

De eigenlijke uitgave mag dus, maar moet daarom niet gedaan worden. Deze stelling werd door den toenmaligen Minister van Financiën op de vergadering van den Senaat van 6 Juni 1907 uiteengezet.

Waarom zou men het aan het Comitéit der Schatkist als een verwijt aanwrijven, indien het zich verzet tegen een uitgave die het als overdreven of ongepast aanziet, zoolang het handelt binnen de perken van de bevoegdheid, die door de uitvoerende macht werd toegekend en zooals ze hierboven omschreven is.

Naar aanleiding van de tusschenkomst der geachte Senatoren, zou men den indruk krijgen dat botsingen gerezen zijn tusschen de Ministeriën en het Comitéit der Schatkist. Dit is het geval niet.

Zeker is er meeningsverschil geweest. Indien een Ministerie door het Comitéit wordt aangepakt, dan ligt de oorzaak in den aard der voorgestelde uitgaven. Dit is namelijk het geval geweest met het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen. Doch, zoo het Comitéit der Schatkist is opgetreden in zake onderwijs, dan heeft het toch nooit het eigenlijk principieel der uitgave beknibbeld. Het heeft zich gehouden aan het bedrag. Onlangs echter heeft het Comitéit beslist de uitgaven der Universiteiten voor wetenschappelijk materieel, van zijn preventief toezicht vrij te stellen.

De bevoegdheid van het Comitéit der Schatkist is niet beperkt tot het weigeren deze of gene uitgave te doen. In overleg met de Beheeren onderzoekt het de mogelijkheid de kredieten zoo doelmatig mogelijk aan te wenden in het belang der Schatkist. Zoo, bij voorbeeld, werd het oprichten van een postkantoor in een badstad geraamd op 1 millioen : het Comitéit heeft het Beheer verzocht middelen te vinden om de gebouwen die noodig zijn voor den dienst zoodanig in te richten, dat de aan de straat gelegen gedeelten, die het duurst kosten, zouden voorbehouden worden voor winkels of als woonhuizen. Op deze wijze kon de uitgave tot op de helft verminderd worden.

Het Comitéit heeft nu een onderzoek ingesteld om op methodische wijze de betrekkingen vast te stellen tusschen de verschillende Ministeries en den centralen dienst voor drukwerken, dat in den laatsten tijd zoo hevig aangevallen is geworden.

De nota der Regeering sluit met de opmerking dat de afschaffing van het Comitéit der Schatkist niet in aanmerking kan genomen worden.

Volledigheidshalve kan bij deze inlichtingen gevoegd worden dat de Ministerraad onlangs naar het Comitéit der Schatkist de vraagpunten heeft verwezen die betrekking hebben op het op wachtgeld stellen der beampten en bedienden tengevolge van het afschaffen van hun dienst, alsook degene betreffende het vaststellen der kaders van de Hoofdbesturen, de herziening en vaststelling der kaders van de buitendiensten, en ook degene aangaande het benoemen en bevorderen van Staatspersoneel.

Indien de Regeering de bevoegdheid van het Comitéit der Schatkist zoo ver



uitbreidt, is dit wel een bewijs dat zij dit organisme niet wil afschaffen, doch het integendeel wil versterken en ontwikkelen.

VII. — *Het totaal der buitengewone belastingen van Juni 1926.* — De bijzondere taxes en belastingen, gestemd bij de oprichting van het Fonds tot Delging van 's Lands schuld, hebben opgebracht

1<sup>o</sup> Op 31 December 1926 : 195 millioen voor de rechtstreeksche belastingen; 264 millioen voor de douanen en accijnzen; 377 millioen voor de registratie;

2<sup>o</sup> Op 31 December 1927 : 131 millioen voor de rechtstreeksche belastingen; 568 millioen voor de douanen en accijnzen; 919 millioen voor de registratie;

3<sup>o</sup> Op 31 December 1928 : 135 millioen voor de rechtstreeksche belastingen; 656 millioen voor de douanen en accijnzen, en 993 millioen voor de registratie.

## BEHEER DER THESAURIE EN DER OPENBARE SCHULD.

I. — Voor het beheer in de provinciën, bedraagt het krediet 2,653,000 frank, zegge 347,400 frank meer.

*Personeel.* — Er werden geen nieuwe bedienden meer aangeworven bij het *Hoofdbestuur* der Thesaurie en der Openbare Schuld sedert 1925. De gestadige inkrimping van het personeel is vooral merkbaar voor het tijdelijk personeel (162 in 1925, 128 in 1926, 116 in 1927, 86 in 1928, 60 in 1929).

*Buitendiensten.* — In den loop van 1928, werd er een hulpagentschap der Schatkist opgericht te Moeskroen, daar de Nationale Bank in deze stad een nieuwen zetel heeft gevestigd. Uit dien hoofde werd het personeel der hulpagenten van de Schatkist gebracht van 12 op 13.

II. — *Rekeningen.* — De algemeene rekening van het Beheer van Financiën voor de jaren 1919 en 1920 — behelzende de eindregeling der begrooting van 1919 — werd aan het Rekenhof overgemaakt op 31 December 1928.

Ten aanzien van de moeilijkheden waarop men stuit bij het opmaken der na-oorlogsche rekeningen, is het nog niet mogelijk, naar het Beheer verzekert, te voorzien wanneer de eindregeling der begrooting van 1920 zal kunnen worden afgewerkt. De Commissie voor de Financiën van den Senaat zet den Minister aan de noodige maatregelen te treffen om ten spoedigste daarmede klaar te komen; het is niet aan te nemen dat deze vertraging onbepaald voortdure.

III. — *'s Lands Schuld* bedroeg op 31 December 1928, 55,378,356,399 frank (tegen 56,399 millioen op 31 December 1927), zegge eene vermindering van 1,021 millioen.

De op 31 December 1928 geconsolideerde schuld bedroeg 50,408,408,941 frank (tegen 50,936 millioen op 31 December 1927), zegge een vermindering van 528 millioen.

Deze geconsolideerde schuld van 50,408 millioen behelst 28,219 millioen buitenlandsche en 22,183 millioen binnenlandsche schuld. Van 31 December 1927 tot 31 December 1928, is de buitenlandsche schuld verminderd met meer dan 400 millioen en de binnenlandsche schuld met meer dan 100 millioen.

De binnenlandsche vlottende schuld, op 31 December 1928, bedraagt nog 4,939,947,458 frank (tegen 5,300 millioen in 1927), zegge een vermindering van

330 miljoen. De buitenlandsche vlottende schuld, die, in 1927, 162 miljoen bedroeg, is einde 1928 volkomen verdwenen.

Zijn in dit bedrag der binnenlandsche vlottende schuld begrepen : 1,730 miljoen voorschotten aan de Nationale Bank van België (de marken), 1,327 miljoen fondsen van derden (postchecks), 276 miljoen voor de dotatie der oudstrijders, 769 miljoen tienjarige bons 1922 (tot in 1932). Er bestaat dus geen gevaarlijke vlottende schuld meer.

IV. — *Delgingspolitiek.* — De terugbetalingen in den loop van 1928 bedragen een nominaal kapitaal van 1,598 miljoen frank. Zij worden onderverdeeld als volgt : geconsolideerde binnenlandsche schuld, 378 miljoen; geconsolideerde buitenlandsche schuld, 404 miljoen; te zamen, 782 miljoen.

Binnenlandsche vlottende schuld, 653 miljoen; buitenlandsche vlottende schuld, 163 miljoen; te zamen 816 miljoen.

Anderdeels waren de dotatiën van navermelde leeningen, in de Vereenigde Staten aangegaan, op 31 December 1928 nog niet aangesproken, namelijk :

1<sup>o</sup> Leening 8 t. h. van 30 miljoen dollar : 1,612,500 dollar die toelaat door trekking op 1 Februari 1929 te delgen tegen 7 1/2 t. h. een nominaal kapitaal van 1,500,000 dollar;

2<sup>o</sup> Leening 6 t. h. van 50 miljoen dollar : 1,591,879 dollar, die toelaat op 1 Januari 1929 tegen pari een nominaal kapitaal van 1,591,700 dollar terug te betalen;

3<sup>o</sup> Leening 7 t. h. van 50 miljoen dollar : 318,761 dollar, die toelaat op 1 Juni 1929 tegen 107 1/2 t. h. een nominaal kapitaal van 296,500 dollar terug te betalen;

4<sup>o</sup> Leening 6 1/2 t. h. van 30 miljoen dollar. Krachtens eene bepaling voorkomende op de begrooting van 's Lands schuld met ingang van het dienstjaar 1927, worden de maandelijksche dotatiën van 100,000 dollar, waarvan de delging sedert de maand Februari 1927 geschorst werd wegens de stijging van den koers boven pari, gestort in het fonds tot delging van 's Lands schuld ten einde eene productieve reserve aan te leggen met het oog op de latere terugbetaling dezer leening. De uit dien hoofde vereffende sommen bedroegen op 31 December 1928 : 2,239,231-91 dollar, die samen met het bedrag van 100,000 dollar voorkomende op het fonds tot delging der leening bij de bankiers, eene reserve uitmaken van 2,339,231-91 dollar die moet toelaten, hetzij op voorhand, vanaf 1 September 1939, op voet van 105 t. h., een nominaal kapitaal van 2,227,500 dollar terug te betalen, hetzij bij het verstrijken van den termijn der leening een nominaal kapitaal van 2,339,000 dollar tegen pari terug te betalen.

Een lid heeft gevraagd hoe het kwam dat de vermindering der openbare schuld (1,022 miljoen voor 1928) niet overeenstemt met het bedrag van 1,598 miljoen delgingen gedaan gedurende hetzelfde tijdperk.

De uitleg is te vinden in de balans der delgingen en der nieuwe uitgiften gedurende het jaar 1928, namelijk :

Delgingen : 1,598 miljoen (zie hooger).

Uitgiften : 1<sup>o</sup> Als geconsolideerde binnenlandsche schuld : uitgifte van obligaties 5 t. h. en 6 t. h. Anic voor de regeling der oorlogsschade (na aftrek der 107 miljoen afgeleverd in ruil voor titels op naam), 201 miljoen; obligaties 6 t. h. der eerste leening van de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen, 50 miljoen); preferente aandelen der Belgische Spoorwegen in ruil voor Schatkistbons, 3 miljoen. Te zamen 254 miljoen.

2<sup>o</sup> Als binnenlandsche vlottende schuld : verhooging van het bezit van particulieren in postchecks, 322 millioen.

Totaal der uitgiften : 576 millioen af te trekken van de 1,598 millioen, zegge 1,022 millioen.

V. — *Omzettingen.* — Een lid heeft gevraagd of de Regeering niet oordeelde eerlang het tijdperk der omzettingen te moeten aanvatten. De Regeering heeft geantwoord : « De nog ontoereikende verbetering van de rentenmarkt waarvoor voor verschillende titels de bepalingen der leeningsovereenkomsten thans de mogelijkheid uitsluiten onze openbare schuld om te zetten ».

VI. — *Het bezit van het bijzonder Delgingsfonds* der voorschotten wegens intrekking der Deutsche munt omvat nog op dit oogenblik :

1<sup>o</sup> De Deutsche munt aan den omloop onttrokken en gedeponeerd in de kassen der Nationale Bank;

2<sup>o</sup> De Deutsche waarden overgenomen van de gemeenten en openbare instellingen der genaaste kantons in ruil van nominale inschrijvingen in het Groot-Boek van 's Lands schuld tegen 5 t. h. Nationaal Herstel.

De toestand is in 1928 ongewijzigd gebleven wat betreft de Deutsche munt. Wat de revalorisatie, op grond van het vroeger bezit, betreft van de fondsen van den Deutschen Staat, van de Deutsche provinciën en van Deutsche steden, overgenomen van de gemeenten en openbare instellingen der genaaste kantons, deze revalorisatie werd door de schuldenaars niet aangenomen. Al de uitspraken in beroep hebben het afwijzen van den eisch van den Belgischen Staat bevestigd. Stappen door den Minister van België te Berlijn gedaan zijn zonder uitslag gebleven.

Het standpunt van den Belgischen Staat stuit te dezer zake op de letter der bepalingen die de revalorisatie beheeren. Derhalve, onderzoekt het Beheer der Thesaurie de mogelijkheid de titels aan hunne vroegere bezitters terug te schenken in ruil van de nominale inschrijvingen die hun werden afgeleverd mits last voor hen, waarschijnlijk met meer kans op welgelukken, de valorisatie waarop zij recht hebben na te streven.

VII. — *Het bijzonder Fonds der Nationale Bank.* — Op 31 December 1928 werd dit fonds, opgericht met het oog op de terugbetaling van het saldo van 2 milliard frank dat aan de Nationale Bank nog verschuldigd bleef, gestijfd door middel eener storting van 30 millioen frank uitgetrokken op de begrooting 1927, alsmede door middel van twaalf maandelijksche stortingen, van 20 millioen frank ieder, ten laste der begrooting van 1928. Te zamen 270 millioen.

Einde 1928 doet de toestand zich voor als volgt :

Beleggingen in deviezen . . . . .	fr.	207,192,514	10
Beleggingen in openbare fondsen . . . . .		59,387,723	31
Beschikbaar saldo . . . . .		3,419,762	59
	Fr.	270,000,000	»

Op denzelfden datum bestond de portefeuille « Openbare fondsen » uit de volgende waarden :

6 t. h. Consolidatie . . . . .	fr.	1,085,400
5 t. h. Nationaal Herstel . . . . .		7,738,200
3 t. h. eerste reeks . . . . .		8,077,900
3 t. h. tweede reeks. . . . .		26,855,900
3 t. h. derde reeks . . . . .		2,444,700
5 t. h. 1925 . . . . .		22,072,500
5 t. h. Binnenlandsche met premie . . . . .		11,140,500
6.5 t. h. 1923. . . . .		1,509,000

Uit deze tabellen blijkt dat de beleggingen in deviezen merklijk hooger zijn dan de beleggingen in openbare fondsen.

Welnu, krachtens de statuten van de instelling, moeten de middelen vooral worden besteed aan den aankoop van rechtstreeksche of onrechtstreeksche obligatiën van den Belgischen Staat; alleen wanneer de rentenmarkt dergelijke aankopen niet behelst mag het fonds overgaan tot het aankopen van Belgische of buitenlandsche handelseffecten.

Daar de toestand onzer renten, vooral van onze vooroorlogsche 3 t. h., alles behalve schitterend is, inzonderheid voor de 3 t. h. 2<sup>e</sup> reeks, die lang aan 63 t. h. is blijven staan, begrijpt men de houding der beheerders van het Fonds niet. Uitleggingen zijn geboden.

Ons verslag over de begrooting van het Ministerie van Financiën voor 1928 vermeldt dat' op 31 Maart 1928, op de 90 millioen frank door den Staat gestort, 35 millioen werden belegd in deviezen en 55 millioen in Belgische openbare fondsen.

Einde 1928, op de 270 millioen die gestort werden, worden deze verhoudingen niet enkel niet meer in acht genomen maar zelfs totaal omgekeerd : 207 millioen voor de deviezen en enkel 59 millioen voor de openbare fondsen. Het schijnt dat de geest zelf van de instelling door de beheerders werd gewijzigd. Met welk recht ?

VIII. — *Het bedrag der briefjes van 20 en van 5 frank*, door den Staat overgenomen, werd in overleg met de Nationale Bank op 750 millioen frank bepaald.

Welnu, de omloop van deze briefjes (die op 31 December 1927 bereikte 750 millioen voor den Staat en 1,193,495 frank voor de Nationale Bank, zegge : 751 millioen 193,495 frank) bereikte op 31 December 1928, 750 millioen voor den Staat en 33,691,905 voor de Nationale Bank, zegge te zamen 783,691,905 frank. Daar is een merklijke stijging die de aandacht moet gaande maken.

Wat de dekking betreft, deze bedroeg op 31 December 1927, 305,299,459 frank en op 31 December 1928, 320,656,202 frank.

IX. — *De reserve der Thesaurie*. — In den loop van het jaar 1928 werd de kasreserve voor den dienst der fondsen van derden gehandhaafd op 500 millioen frank, belegd in buitenlandsche waarden die gemakkelijk kunnen te gelde worden gemaakt.

Het bedrag der fondsen van derden, waarvan het beheer aan de Schatkist is toevertrouwd, heeft alleen merklijke schommelingen ondergaan voor de post-checks. Na aftrek van het bezit der rekenplichtigen van den Staat, bereikten de sommen, die op deze rekeningen voorkomen en die, op 31 December 1927, 1,004 millioen bedroegen, einde December 1928, 1,327 millioen. Nooit is de stijging zoo groot geweest.

X. — *Deposito's en Consignatiekassen.* — Op dit oogenblik is het nog niet mogelijk den toestand op 31 December 1928 uit te maken. Wij zijn dus verplicht ons te houden aan den toestand op 30 November 1928.

Zoo men den toestand op 31 December 1927 (voor twaalf maanden) vergelijkt met den toestand op 30 November 1928 (elf maanden) stelt men vast dat de deposito's merkkelijk zijn gestegen vooral ten gevolge van de te geldemaking der Duitsche goederen onder sekwester (367 millioen in 1927, 415 millioen in 1928); het totaal der deposito's en consignaties in baar bedroeg, in 1927, 478 millioen, en in 1928, 535 millioen. Bij dit laatste bedrag dienen nog gevoegd de verrichtingen der maand December.

De gewone deposito's werden belegd in titels der openbare schuld.

Ten einde het steeds stijgend bezit, voortspruitende uit de te geldemaking der Duitsche goederen onder sekwester, productief te maken, worden er belangrijke beleggingen gedaan vooral in Schatkistbons op vijf jaar en in geconsolideerde buitenlandse schuld.

De portefeuille der kas bedroeg, op 31 December 1928, een nominaal kapitaal van fr. 325,493,089-72 waarvan de kosten bedragen fr. 301,506,823-35.

## BEHEER VAN DE RECHTSTREEKSCHEN BELASTINGEN EN VAN HET KADASTER.

I. — Het krediet voor de provinciale diensten bedraagt : 92,603,350 frank, zegge een verhooging van 1,148,758 frank tegenover 1928.

1. — *Personeel.* — Bij het hoofdbestuur voorziet het kader 34 beroepsambtenaren en 22 uitvoeringsbedienden, waaronder drie stenotypisten; de effectieve getalsterkte bedraagt slechts 30 en 19 bedienden.

Voor het Beheer in de provinciën voorzien de begrootingsramingen een totaal van 3,879 bedienden, zegge een vermeerdering met 92 eenheden tegenover 1928. Voor het technisch personeel werden de cijfers gebracht van 2,248 voor 1928, op 2,235 voor 1929, terwijl het hulppersoneel stijgt van 1,539 in 1928 tot 1,644 in 1929. De vermeerdering van het hulppersoneel is vooral te wijten aan de benoeming van bedienden in andere departementen afgedankt; zij wordt ruimschoots vergoed door het heengaan van buitengewone bedienden wier aantal, in Januari 1928, 187 bedroeg en thans is geslonken tot 130. In feite, dank zij de vermindering van het aantal technische bedienden is er ten slotte eene vermindering van uitgaven.

2. *Materieel.* — Zoo men beschouwt dat de begrooting 1928 voor den post materieel een tijdelijke last van 650,000 frank heeft gedragen, boekt het krediet voor 1929 tegenover 1928 enkel een verhooging van 80,000 frank. Deze verhooging is gewettigd door de nieuwe uitgaven voor onderhoud en betrekking van domeingebouwen waarvan de kosten vroeger werden gedragen door het Departement van Openbare Werken. Dit krediet is beperkt tot de onvermijdelijke uitgaven en het bedrag van hetzelfde werd bepaald volgens de huidige voorwaarden van de markt.

II. — *De stijging* der ontvangsten van dit beheer neemt gestadig toe. De Staatsbelastingen (met inbegrip der aandeelen van provinciën en gemeenten) die, op de begrooting voor 1913, op 85 millioen en in 1928 op 2,525 millioen werden geraamd, moeten in 1929 opbrengen : 2,821 millioen.

Voegt men bij deze cijfers de provinciale- en gemeentelijke opcentiemen, dan komt men tot de volgende bedragen: 165 miljoen in 1913 (of 1,155 miljoen papier), 3,401 miljoen in 1928 en 3,325 miljoen in 1929.

*De opbrengst* der rechtstreeksche belastingen stijgt gestadig: in 1924, 1,673 miljoen; in 1925, 2,160 miljoen; in 1926, 2,640 miljoen; in 1927, 2,883 miljoen; in 1928, 2,558 miljoen (toestand tot op 31 December 1928; het dienstjaar loopt nog tot 31 October 1929).

De maand December uitgezonderd, zijn de maandelijksche ontvangsten gedurende het jaar 1928 inzake rechtstreeksche belastingen en daarmee gelijkgestelde taxes (met inbegrip der provinciale- en gemeentelijke opcentiemen) steeds hooger geweest dan die der overeenstemmende maanden van 1927.

Van 2,986 miljoen in 1927 zijn de inningen gestegen tot 4,075 miljoen (voorloopige toestand) in 1928, voor welk jaar de verhooging 1,089 miljoen heeft bedragen. Deze verhooging is vooral te wijten aan de inningen gedurende de maanden Mei, Juni, Juli en Augustus 1928, die onderscheidenlijk zijn gestegen met 102 1/2, 183 1/2, 211 en 121 1/2, zegge te zamen 618 1/2 miljoen, inzonderheid tengevolge van de maatregelen die werden getroffen ten einde de inning van de belastingen op de inkomsten en van de grondbelasting te bespoedigen.

Het onderzoek van de tabellen betreffende de uitreiking, de inzameling en het onderzoek der aangiften voor bedoelde belastingen alsmede het onderzoek der tabellen betreffende de rollen en de borderellen, bewijst zonneklaar dat er door het beheer der rechtstreeksche belastingen een merkelijke vooruitgang werd verwezenlijkt.

Als voorbeeld mogen wij aanhalen dat op 775,000 aangiften in 1928 rondgedeeld, 709,000 of 91 t. h. einde 1928 waren ingekomen. Van deze 709,000 werden er 573,000 onderzocht, zoodat er slechts nog 19 t. h. moeten worden nagezien. Naar men ons verzekert, zal men hiermede eerlang klaar zijn, en het jaar 1929 zal toelaten eindelijk tot een normalen toestand terug te keeren.

III. — *Vervolgingen.* — Een lid heeft gevraagd hoe het gesteld is met de beteugeling van het bedrog. Het beheer heeft geantwoord: « Wij zorgen verder voor eene billijke beteugeling van dit bedrog door alle wettelijke middelen te onzer beschikking. Aldus onder meer zijn er thans verschillende gedingen aanhangig bij het gerecht tegen inrichtingen die weigerden de taxe op de vertooningen en op de spelen te betalen; anderdeels werd er een gevangenisstraf geëischt voor de schatplichtigen die met opzet hunne bijdragen in de bijzondere belastingen niet betaalden. Trouwens het bedrog op gebied van rechtstreeksche belastingen wordt meestal beteugeld door middel van bestuursmaatregelen bestaande in de toepassing van een geldboete ofwel in de verhooging van de ontdoken rechten binnen de grenzen door de fiskale wetten voorzien. »

IV. — *Accres der belastingen.* — De vooruitzichten van het beheer der rechtstreeksche belastingen worden regelmatig met meer dan een half miljard overtroffen, er zij al dan niet crisis. Het is een verschijnsel dat door zijn regelmatigheid ertoe strekt de regel te worden.

In 1923, 787 miljoen accres; in 1924, 464 miljoen; in 1925, 689 miljoen; in 1926, 790 miljoen; in 1927, 556 miljoen; in 1928, 550 miljoen (dit cijfer zal worden overtroffen).

Ondervraagd over de gestadigheid van dit accres, antwoordt het Beheer: « Onge-

twijfeld zijn de economische storingen, die het gevolg zijn van de inzinking van den frank, niet vreemd aan dit accres; doch hetzelfde is eveneens te wijten aan de toewijding van het personeel dat, ofschoon ontoereikend in getal, zich onverpoosd aan eene zeer lastige taak aanspant. »

V. -- *Supertaxe.* — Bij de bespreking van de wet van 20 April 1927, had de Regeering op ongeveer 150 millioen geraamd het verschil dat uit de nieuwe maatregelen zou voortvloeien; uit dien hoofde werden de begrootingsramingen van 500 op 350 millioen gebracht.

Welnu, bij de afsluiting van het dienstjaar 1927, namelijk op 31 October 1928, bereikten de vastgestelde rechten inzake supertaxe meer dan 438 millioen, zegge een accres van 88.6 millioen. Vergeleken bij de totale opbrengst dezer belasting in 1926, was er dus slechts een onbeduidend tekort van 700,000 frank.

VI. — *Samenschakeling en vereenvoudiging der belastingwetten.* — Hierover onderzocht, antwoordt het Beheer :

1<sup>o</sup> Wat de samenschakeling betreft, bereidt het Beheer eene samenordering voor van de bestuursonderrichtingen die de van kracht zijnde wetgeving commenteeren, met inachtneming van de rechtspraak en van de wijzigingen toegebracht in 1921 ;

2<sup>o</sup> Wat de vereenvoudiging betreft, werd er vanaf 1927 bij de Wetgevende Kamers een wetsontwerp aanhangig gemaakt houdende wijziging der wetgeving op de belastingen op het inkomen en ertoe strekkende verschillende vereenvoudigingen te verwezenlijken, onder meer inzake grondbelasting (afschaffing van de verdeling van den aanslag voor grondbelasting) en inzake taxes op roerende zaken en bedrijfsbelasting (forfaitaire vaststelling van het belegd kapitaal en van de belastbare winsten). Dit ontwerp, waarover in Juni 1928 door de Midden-afdeeling verslag werd uitgebracht, kon nog niet op de dagorde van de Kamer worden gebracht.

VII. — *Forfaitaire afbetaling van belastingen.* — Verschillende leden hebben gevraagd welke forfaitaire overeenkomsten op 31 December 1928 werden getroffen voor de onderscheidene rechtstreeksche belastingen en welke overeenkomsten men voorzag voor 1929.

Het Beheer heeft geantwoord : « Inzake belastingen op het inkomen worden de bedrijfswinsten der landbouwers bepaald per hectaar volgens barema's vastgesteld voor de verschillende landbouwstroken van het land. Deze barema's worden opge maakt door het Beheer en worden meestal aanvaard door de afgevaardigden der landbouwverenigingen.

Overal waar het mogelijk is, verwezenlijkt het Beheer overeenkomsten met de beroepsverenigingen ten einde de aan de taxes onderhevige winsten te bepalen door middel van een gemiddeld procent dat wordt toegepast op een bestanddeel, waaruit best de rendering van de onderneming blijkt (zakencijfer, hoeveelheid gebruikte grondstoffen, hoeveelheid verkochte producten, enz.). Soortgelijke overeenkomsten werden in verschillende streken verwezenlijkt voor tal van beroepen, zooals de winkeliers, de herbergiers, de beenhouwers, de spekslagers, de veekooplieden, de warmoeziers, de druivenkweekers, enz. Voor andere beroepen, inzonderheid voor de pleitbezorgers, werden er eveneens forfaitaire aanslagen bepaald in overeenstemming met de beroepsverenigingen, om te worden toegepast wanneer de belanghebbenden hun werkelijk bedrijfsinkomen niet kunnen bepalen.

Het Beheer verzekert dat het verder welwillend de aanvragen zal onderzoeken die ertoe strekken de gegevens van forfaitaire raming der bedrijfswinsten te zien

vaststellen daar waar het moeilijk zooniet onmogelijk is een regelmatige boekhouding te voeren.

VIII. — *Grondbelasting.* — Verschillende leden hebben hier gewag gemaakt van de perspolemieken betreffende de buitensporige belastingen die op den grondeigendom wegen. Zij verzekeren dat het globaal bedrag der grondbelastingen 36 t. h. van het kadastraal inkomen der goederen kan bereiken, hetgeen overdreven is.

Hierover ondervraagd, antwoordt het Beheer dat het waar is dat het globaal bedrag der grondbelastingen 36 t. h. kan bedragen. Maar dit bedrag, dat een maximum is, kan enkel worden bereikt wanneer, wegens behoorlijk gegronde bijzondere redenen, de provinciën en de gemeenten door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken gemachtigd worden de opcentiemen op de grondbelasting en de daarmede gelijkgestelde taxes op het maximum te bepalen.

Er dient evenwel rekening gehouden met het feit dat in de 36 t. h. zijn begrepen 5 t. h. voor de bijkomende grondbelasting, die *enkel* werd gevestigd voor de jaren 1926 tot 1929, bij de wet van 7 Juni 1927 betreffende het Delgingsfonds, zoodat het maximumbedrag der grondbelastingen vanaf 1930, van 36 t. h. op 31 t. h. zal worden teruggebracht. En dan nog wordt er 1 t. h. afgetrokken van de supertaxe.

Anderdeels vertegenwoordigt het kadastraal inkomen enkel het werkelijk of vermoedelijk huurgeld waarvan de kosten voor onderhoud en herstel worden afgetrokken die forfaitair worden bepaald op één zesde voor de gebouwen; bovendien is het huidige kadastraal inkomen meestal nog gegrondvest op het werkelijk inkomen op 1 Januari 1925 alswanneer sedertdien de onroerende waarden eene zeer merkelijke stijging hebben ondergaan.

In het maximum van 30 t. h. heeft de Staat slechts een aandeel van 5 t. h., de provincie van 3 t. h. en de gemeente van 22 t. h. In feite is het procent in verhouding met het werkelijk inkomen merkelijk minder wegens de redenen aangehaald in de vorige paragraaf.

Het is niettemin wenschelijk de grondbelastingen te verminderen; reeds vóór 1930 zal de bijkomende grondbelasting verdwijnen en er valt te voorzien dat eene nieuwe perekwatie van het kadastraal inkomen zal toelaten het bedrag van de taxes merkelijk te verminderen.

## BEHEER DER DOUANEN EN ACCIJNZEN.

I. — De kredieten voor de buitendiensten van dit Beheer aangevraagd bedragen 152,434,310 frank. Verhooging van 9,932,370 frank.

II. — *Personeel.* — Dit beheer, dat aan de Schatkist meer dan 1,850 millioen aanbrengt, heeft zijn personeel gestadig verminderd. Dit personeel dat in 1924, 9,641 eenheden, in 1925, 9,048, in 1926, 8,814 eenheden bedroeg, telt nog enkel 8,231 bedienden in 1927, 8,131 in 1928, en 7,960 in 1929.

Onder dit aantal telde men, als beroepspersoneel, 725 bedienden in 1924 en in 1925, 649 in 1926, 629 in 1927, 580 in 1928 en 564 in 1929 : gestadige vermindering.

Eene dergelijke vermindering valt ook te bespeuren voor het hulppersoneel : 8,907 in 1924, 8,323 in 1925, 8,165 in 1926, 7,602 in 1927, 7,551 in 1928 en 7,396 in 1929.

Het Departement van Financiën zal eerlang eene overeenkomst sluiten voor het leveren aan de douanen van een motorboot die bestemd is voor het toezicht



op de Schelde. Zoodra deze boot zal zijn geleverd, zal het huidige stelsel van toezicht kunnen herzien en het personeel verminderd worden. †

Wat de grensposten betreft, worden de proefnemingen thans voortgezet met het oog op de vervanging van de vaste brigaden door mobiele brigaden voorzien van fietsen. Deze proefnemingen hebben nog geen afdoende uitslagen opgeleverd.

III. — *Douanen.* — In 1928 heeft de Regeering enkel gebruik gemaakt van het recht haar toegekend door de wet van 7 Juni 1926 (verhooging of verlaging van de coëfficiënten der specifieke rechten) ten opzichte van twee producten :

1<sup>o</sup> De waterturbines wegende van 5,000 tot 50,000 kilogram, voor dewelke het coëfficiënt werd verlaagd van 7 op 3 1/2;

2<sup>o</sup> De « insuline », bestemd voor de behandeling van de suikerziekte, die van rechten werd vrijgesteld.

Het tarief der douanen heeft evenwel verschillende wijzigingen ondergaan tengevolge van het sluiten van handelsovereenkomsten met Yougo-Slavië en met Frankrijk.

IV. — *Ontvangsten.* — De stijging gaat voort : in 1925, 551 miljoen; in 1926, 705 miljoen; in 1927, 896 miljoen; in 1928, 1,090 miljoen. Het record van het milliard werd overtroffen.

V. — *Weerslag van het Fransch-Belgisch-Luxemburgsch handelsakkoord.* — Men herinnert zich nog tot wat een twist het sluiten van deze overeenkomst aanleiding heeft gegeven. De Commissie, die zich wenschte rekenschap te geven van de uitslagen verworven na een half jaar toepassing, heeft aan de Regeering gevraagd dat zij haar de statistieken zou mededeelen die in haar bezit zijn.

Voor het tijdperk van 1 Mei 1927 tot 30 November 1927, en voor dit van 1 Mei 1928 tot 30 November 1928, heeft het Beheer, volgens Belgische statistieken, de statistiek laten opmaken eenerzijds van den invoer uit Frankrijknaar de Unie, en anderzijds van den uitvoer van de Unie naar Frankrijk.

1. De waarde van den invoer uit Frankrijk bedroeg 3,873,760,000 frank, zegge 112.5 t. h. van de overeenstemmende waarde in 1927 (3,442,070,000 frank).

Wat betreft de goederen vermeld op de tabel der toegevingen aan Frankrijk, bedraagt het verkeer 528,056,000 frank, wat 109.4 t. h. vertegenwoordigt van de overeenstemmende waarde in 1927 (482,786,000 frank).

2. De uitvoer van de Unie naar Frankrijk wordt geraamd op 2,353,562,000 frank, zegge 129.2 t. h. van dien in 1927 (1,822,092,000 frank).

Het is niet mogelijk het aandeel te bepalen van de goederen vermeld op de tabel van de toegevingen aan Frankrijk, daar onze statistische nomenclatuur geen overeenstemmende indeeling heeft en de tot nog toe verschenen Fransche statistieken dienaangaande niet omstandig genoeg zijn. Kortom, het is nog te vroeg om ons een juist gedacht te geven van den bestendigen weerslag van het nieuwe verdrag.

*Verlichtingen.* — De verlaging van de coëfficiënten slaande op de tolrechten op de hydraulische turbines en de insuline (zie hooger III) vertegenwoordigt een verlies voor de thesaurie van 65,000 frank per jaar.

De vermindering van ontvangsten tengevolge van de handelsovereenkomsten met Yougo-Slavië en Frankrijk gesloten worden, voor dit jaar, op ongeveer 8 miljoen geraamd.

VI. — *Handelsstatistiek*. — In 1928 bedroeg het statistiekrecht 6,300,000 frank. Doch deze som omvat de waarde der voorraadszegels; de ontvangst zal zoowat schommelen om de 5 miljoen.

Het eerste lot bijzondere machines voor het schiften van de statistische gegevens bevindt zich ter plaatse. Het is te hopen dat men niet wachten zal de installatie aan te vullen.

Het schiften van het transito-verkeer werd zoeven gecentraliseerd: aldus zal men elke maand het verkeer onzer zeehavens kunnen bepalen, overeenkomstig de billijke wenschen van het Antwerpsch gemeentebestuur, van de Kamer van Koophandel en van al diegenen welke belang stellen in de uitbreiding onzer handelszaken.

Vergeleken bij den invoer vertegenwoordigt de uitvoer in 1928, 95.5 t. h. wat een verhooging is van 3.9 t. h. op het procent voor 1927, dat 91.6 t. h. bedroeg, (definitieve cijfers).

De uitvoer van vervaardigde producten bedraagt, voor 1928, 17.5 milliarden, zegge een verhooging van 2.1 milliarden op 1927. Vergeleken met den invoer, vertegenwoordigt de uitvoer der vervaardigde producten 218.9 t. h. tegen 239 t. h. (definitieve cijfers) in 1927.

VII. — *Accijnzen*. — Evenals voor de douanen, vertoonen de ontvangsten van de accijnzen een indrukwekkende en stijgende lijn: in 1925, 423 miljoen; in 1926, 618 miljoen; in 1927, 794 miljoen; in 1928, 887 miljoen.

Het accres van de ontvangsten slaat vooral op de opbrengst van het recht op alcohol (60 miljoen), op bier (30 miljoen), op tabak (20 miljoen).

VIII. — *Vruchtenwijn*. — Het Beheer der accijnzen houdt zich steeds onledig met de hervorming van de fiscale regeling in zake de vervaardiging van vruchtenwijn, rekening houdend, beweert het, met de wenschen door de Bijzondere Commissie uitgedrukt.

Wij hopen dat het eerlang slagen zal en tot een oplossing komen die voldoening schenkt aan de rechtmatige eischen van het land. Ten spoedigste moet er een einde worden gesteld aan de fiscale belemmeringen die de uitbreiding van eene nijverheid in den weg staan.

In 1926 hebben wij meer dan 82 miljoen kilo fruit uitgevoerd, voor een waarde van 157 miljoen. Een groot deel van ons uitgevoerd fruit dient voor wijnvervaardiging. Wij hebben er het grootste belang bij dit fruit ten onzent tot wijn te verwerken. Men raamt op 3 miljoen liter den vruchtenwijn die in België met het fruit uit onze boomgaarden werd vervaardigd. Verdwijnen de fiscale belemmeringen, dan zou deze hoeveelheid snel en merkkelijk stijgen, naar het voorbeeld van wat in Engeland, in Duitschland en in al de landen van Centraal-Europa gebeurt.

Wat zullen wij met ons fruit doen, wanneer de vreemde onze producten weigeren zal? Onze beste klanten, de Engelschen, de Duitschers en de Nederlanders, hebben overgrootte beplantingen van fruitboomen aangelegd die hen meer en meer onafhankelijk zullen maken van de Belgische markt.

Hier zooals op menig ander gebied moet onze fiscale wetgeving nauwkeurig worden aangepast aan ons economisch leven.

IX. — *De Luxemburgsche alcohol*. — Dit belangrijk vraagstuk waarover elk jaar het verslag van uwe Commissie voor Financiën handelt, kreeg tot nog toe geen oplossing. Om tot een vergelijk te komen, heeft een Commissie, bestaande uit

ambtenaren van de betrokken besturen, deze laatste maanden beraadslaagd, doch hare werkzaamheden hebben nog tot geen formules geleid die ons voldoening zouden kunnen schenken.

Ondertusschen verergerd de toestand met den dag.

De invoer van Luxemburgsche alcohol die in 1927 het ontzagwekkende cijfer van 900,000 liter tegen 100 t. h. bedroeg, is in 1928 gestegen tot de indrukwekkende hoogte van 1,350,000 liter.

Het totale nadeel bedraagt aldus einde 1928 meer dan 100 miljoen frank, te weten : in 1924, meer dan 5 miljoen; in 1925, meer dan 17 miljoen; in 1926, bij de 23 miljoen; in 1927, meer dan 24 miljoen; in 1928, 36,450,000 frank.

Men begrijpt dat tegenover dergelijke cijfers het Belgische publiek in opstand komt. Ofschoon wij den toon van zekere polemieken betreuren die niet past tusschen bevriende landen als België en het Groot-Hertogdom, toch kunnen wij niet nalaten vast te stellen dat het niet mogelijk is den tegenwoordigen toestand goed te praten, daar Luxemburg het totale bedrag opstrijkt vanden alcohol die het ons zendt en die feitelijk op ons grondgebied wordt verbruikt. Dergelijke toestand moet ten spoedigste verholpen worden in de mate van het billijke. Een misbruik dat ons elk jaar zes en dertig miljoen schade berokkent mag niet langer duren. Dit moeten onze vrienden uit het Groot-Hertogdom inzien.

## BEHEER DER REGISTRATIE EN DER DOMEINEN.

I. — De kredieten bedragen 38,944,465 frank, wat een vermeerdering van 1,463,650 frank op de vorige begrooting is.

De verhooging der uitgaven is onder meer te wijten aan de afschaffing van de 3 en 7 t. h. afhouding van de wedden, aan het oprichten van drie ontvangkantoren, aan de aanvullende terugbetaling van 600,000 frank aan de Posterijen voor hare medewerking aan den verkoop van fiscale zegels, aan de inrichting van een controle-dienst voor de overdrachtaxe.

*Personeel.* — Op 1 Januari 1929, telde het beroepspersoneel 607 bedienden, zooals het vorig jaar; het hulppersoneel 248, zegge 15 meer dan het vorig jaar; het tijdelijk personeel 15 tegen 2.

II. — *Ontvangsten.* — De geïnde belastingen gedurende het jaar 1928 bedragen 3,970 miljoen frank. Daarop afgaande, raamt men de invorderingen voor het gansche jaar op ruim 4 milliard, wat een accres vertegenwoordigt van bijna 750 miljoen op de ramingen voor 1928.

Wij mogen niet vergeten dat het verslag van de Commissie het vorig jaar de ramingen van het beheer voor 1928 had gehekelde. Deze waren inderdaad 255 miljoen onder de werkelijke ontvangsten van 1927 gebleven; het Beheer beweerde te moeten steunen op de ontvangsten der eerste negen maanden van 1927 alswanneer het laatste kwartaal veruit het meeste oplevert; het had ook gemeend een speling van 100 miljoen te moeten laten voor de verlichtingen in den loop van 1927; ten slotte had het te veel spel gelaten voor de mogelijke economische crisis die op de stabilisatie volgen zou. Wij hadden vastgesteld dat het Beheer uiterst gematigd was geweest zelfs met overdrijving, « want ieder jaar doet zich hetzelfde voor ».

De feiten hebben ons in het gelijk gesteld. Maar toch, 750 miljoen, dat is geen

kleinigheid en het ware te wenschen dat men wat dichterbij de werkelijkheid zou blijven.

Onderstaande tabel toont aan dat het accres hoogst merkbaar is onder de rubrieken : registratie en overschrijving, successies en zegels en overdrachtstaxen. In 1925, 1926 en 1927 hebben wij reeds hetzelfde vastgesteld.

AANDUIDING DER OPBRENGSTEN	Begrooting- voorzichten voor 1928	Invorderin- gen in 1928 (einde December)	Accres	Begrotings- voorzichten voor 1929
Registratie en overschrijving . . . fr.	510,000,000	850,693,480	340,693,480	720,000,000
Griffie . . . . .	6,000,000	6,204,940	204,940	6,000,000
Hypotheken. — Inschrijvingsrecht . . .	6,600,000	11,088,020	4,488,020	9,000,000
Successies . . . . .	230,000,000	317,330,060	87,330,060	270,000,000
Zegel en overdrachtstaxen. . . . .	2,450,000,000	2,760,831,730	310,831,730	2,307,500,000
Naturaliatiën . . . . .	50,000	213,500	163,500	50,000
Beeten {	Belastingen . . . . .	7,500,000	8,482,250	8,500,000
	Veroordeelingen . . . . .	12,000,000	13,073,920	10,000,000
Taxe op de vereenigingen zonder winst- bejag . . . . .	1,500,000	1,844,170	344,170	1,750,000
TOTALEN . . . fr.	3.223.650.000	3.969.762.070	746.112.070	3.332.800.000

Voor registratie en overschrijving overtreffen de ontvangsten met meer dan 66 t. h. de vooruitzichten van de begroting.

Om dit verschijnsel te verklaren zegt het Beheer : « De aanpassing van de prijzen sedert de stabilisatie der munt en de bedrijvigheid van de markt der vaste goederen volstaan niet om dit ongewoon accres te verklaren, dat grootendeels te wijten is aan de zeer hooge rechten op de talrijke akten van vennootschappen. » Deze verklaring werd reeds het vorig jaar gegeven.

Alsdan bedroeg het accres voor de successies 10 tot 15 t. h. In 1928 bedraagt zij 40 t. h.

Waarom? Daarop antwoordt het Beheer : « Dit accres is het gevolg van de waardestijging van het belastbaar roerend en vast vermogen. »

Voor zegel en overdrachtstaxen volgen wij de stijging : 699 miljoen in 1925; 1,554 miljoen in 1926; 2,554 miljoen in 1927; 2,670 miljoen in 1928. In 1927 echter waren er talrijke verlichtingen, en in 1928 nog belangrijker.

Verklaring vanwege het Beheer : « Deze gunstige uitslag, bekomen spijs de in den loop van 1928 toegestane verlichtingen van belasting, weerspiegelt op bevredigende wijze den toestand van 's Lands economische bedrijvigheid. Onder de oorzaken van de regelmatige inkomsten moet ook worden gerangschikt de lichte stijging der prijzen en de verscherping van de contrôle op de invordering. »

III. — De vooruitzichten voor 1929 bedragen 3,332,800,000 frank. Zij overschrijden met 109,150,000 frank de ramingen in 1928; doch zij blijven met 600 miljoen beneden de werkelijke ontvangsten in 1928.

De voornaamste oorzaken van deze vermindering werden uiteengezet in de toelichting van de begroting van 's Lands Middelen. Opdat de Senaat zich kunne vergewissen van de waarde van de aangevoerde argumenten, vatten wij hen bondig samen :

1. Voor de rechten van registratie en overschrijving acht de Regeering dat de invorderingen op de akten van vennootschappen veel minder zullen opbrengen dan in 1928. Buitendien raamt het Beheer op 30 miljoen, voor 1929, den weerslag die de ontvangsten zullen ondergaan vanwege de aanpassing der voorwaarden voorzien voor het verkrijgen van de vermindering van registratie- en overschrijvingsrechten voor de mutaties van goedkope woningen. (Koninklijk besluit van 30 October 1928.)

2. De ontvangsten voor de successies (270 miljoen) « werden met de omzichtigheid geraamd die in dergelijke zaak geboden is ». (De successies brachten 142 miljoen op in 1925, 170 in 1926, 333 in 1927 en 317 miljoen in 1928.)

3. Wat betreft de zegelrechten en de overdrachtaxe, werd bij de raming rekening gehouden niet alleen met de verlichtingen voor 1929 aangekondigd, en die op 242,500,000 frank werden geschat, doch ook met die welke werden toegestaan in den loop van 1928 en die zich nog maar op een deel der invorderingen deden gelden.

4. Het van kracht worden van het wetsontwerp tot vermindering van de opcentiemen op de strafboeten, dat door de Kamers werd aangenomen, vertegenwoordigt een vermindering van inkomsten die men op 3 miljoen raamt.

Op stuk van zaken kunnen wij ons niet weerhouden te herhalen dat in zijne vooruitzichten voor 1929, het Beheer eens te meer blijk gaf van een uiterste gematigdheid.

IV. — *Vorderingen op bestuursgebied.* — In 1928 had het Beheer voor buitengewone opdracht de studie voort te zetten van de talrijke ontwerpen tot verlichting van de belastingen en tot hunne toepassing. Dit werk zal in 1929 nog op grooter schaal worden voortgezet.

Met voldoening stellen wij vast dat, tot bespoediging van de buitengewone regeling, vooral voor de Belgische en buitenlandsche effecten, het kantoor van buitengewoon zegel te Brussel van zegelmachines werd voorzien.

VI. — *Vervreemdingen.* — Tusschen 1 April 1928 en 31 December heeft het Tolbeheerder Domeinen voor 51,875,000 frank vaste goederen verkocht, tegen 180 miljoen tijdens de vijftien vorige maanden.

37.9 miljoen komen voort van gesequestreerde vaste goederen (54.8 miljoen in 1927).

13 miljoen komen voort van het gewoon domein (96.8 miljoen in 1927).

975,000 frank komen voort van de koninklijke dotatie (28.8 miljoen in 1927.)

Voor 1928 had men de opbrengst der vervreemdingen op 100 miljoen geraamd. Men voorziet dat zij, voor 1929, 60 miljoen frank vertegenwoordigt.

VII. — *De inventaris van de onroerende bezittingen.* — Op een vraag door de Commissie voor Financiën het vorig jaar aan de Regeering gesteld, had deze geantwoord : « Wegens de te geldemaking werd het bijhouden van der inventaris van het privaat domein uitgesteld. Dit jaar antwoordt zij : « Om dezelfde redenen zijn wij niet overgegaan tot het opmaken van den inventaris van de vaste goederen van den Staat. » Gelet op het afnemen van de vervreemdingen, houdt dit argument

geen steek meer. In den tegenwoordigen stand der zaken zou het bijhouden van den inventaris van het privaat domein reeds een afgedane zaak moeten en kunnen zijn.

In 1925 moest nog de inventaris worden gemaakt van het *onroerend Staatsdomein*, dat veruit het voornaamste is. Het schrijven dat de Eerste Minister op 30 April 1923 aan zijn collegas zond, gaf de methode en den spoedeischeden aard van het werk aan. En van haren kant, verklaarde de Senaatscommissie voor Financiën, in haar verslag van 2 Juli 1925 : « Het is te betreuren dat, sedert twee jaar, ondanks talrijke verzoeken, de meeste Departementen met dit werk niet zijn klaar gekomen, dat voor onze nationale balans en ons krediet in het buitenland van zulk belang is. »

In 1926 kwam de Commissie daarop terug : « Als het zoo voortgaat zal de inventaris van de onroerende goederen van den Staat, die van zulk belang is voor den algemeenen inventaris van de Staatsgoederen, niet voor ettelijke jaren klaar zijn. Dit gaat niet op. Sedert jaren vergen het belang en het krediet van het land het bekendmaken van onze middelen, van onze activa, en evenlang loopen de verschillende Ministers van Financiën zich het hoofd ten bloede tegen de roerloosheid van sommige Departementen. De Senaatscommissie voor Financiën vraagt andermaal aan de Regering te allen koste een einde te stellen aan dezen jammerlijken toestand. »

Daarna kwam de geldcrisis, daarna de stabilisatie, daarna de aanpassing der prijzen.

Nu de crisis voorbij is, verzet niets er zich tegen dat men dit noodzakelijk werk zou hervatten en voltooien.

VIII. — *Sequesters*. — Vraag vanwege de Commissie : Hoe staat het met de vereffening der Duitsche sequesters? Wanneer is men daarmee klaar? Kan men een tabel opmaken van hetgeen deze vereffeningen hebben opgebracht en van wat zij hebben gekost?

Antwoord : Een onderscheid moet worden gemaakt tusschen de opdracht van het Beheer der Domeinen en die van de parketten.

Sedert de wet van 17 November 1921, werd de verkoop van de gesequesteerde goederen van Duitsche onderdanen toevertrouwd aan het Beheer der Domeinen. Het werk is ver gevorderd. Behalve enkele domeinen der familie Arenberg, blijven er nog enkele goederen te gelde te maken waaromtrent gedingen bij de rechtbanken afhankelijk zijn en enkele groote vaste goederen die moeilijk te gelde te maken zijn en waarvoor zich tot nog toe, ondanks de ruime publiciteit, geen liefhebbers hebben aangeboden.

Het moet worden aangestipt dat nog geen enkele definitieve beslissing werd genomen voor de gesequesteerde bosschen die eenvoudig vanwege den Staat het voorwerp uitmaakten van een voorloopige inhouding, voorzien bij artikel 14 der wet van 17 November 1921.

De opdracht van de parketten krachtens de artikelen 19 en 22 van bedoelde wet bestaat in de contrôle van het Beheer der sequesters. Deze grootscheepsche verrichting, waarvan niemand den duur kan voorzien, gaat haar gang en tot heden werden 1,640 quitus gegeven.

De netto-opbrengst van de vereffening der gesequesteerde goederen van Duitsche onderdanen in België bedroeg, op 30 November 1928, de som van fr. 613,018,348-87.

Deze som werd besteed voor een bedrag van :

1<sup>o</sup> Fr. 39,873,126-09 voor de terugbetaling aan de Belgische onderdanen, overeen-

komstig artikel 297*h* van het Verdrag van Versailles, van de opbrengst der vereffening van hunne goederen in Duitschland;

2<sup>o</sup> 67,000,000 frank voor de betaling, in uitvoering van artikel 10 van het Akkoord van Parijs van 14 Januari 1925, inzake de verdeeling van de annuïteiten van het Dawes-plan, van de vergoedingen aan de Belgen toegekend door het gemengd Duitsch-Belgisch scheidsgerecht op grond van de artikelen 296, 297*e* en 304 van het Verdrag van Versailles.

Het is niet mogelijk thans uit te maken wat het beheer en de vereffening van de Deutsche goederen onder sequester hebben gekost. Het eereloon aan de door het gerecht aangestelde sequesters toekomend werd getarifeerd bij Koninklijk besluit van 2 September 1922; zijn bedrag kan pas worden bepaald nadat de bevoegde parketten elk beheer zullen gefiatteerd hebben. Artikel 15 van het Koninklijk besluit van 21 September 1926 voorziet een voorafneming van 4 t. h. van de netto-opbrengst van elke vereffening; deze voorafneming komt den Staat ten goede om de algemeene kosten van contrôle en beheer te dekken, alsook de kosten en lasten der sequesters met onbatig saldo; uit alles schijnt men te mogen besluiten dat dit procent in al de lasten zal voorzien.

De Commissie keurt het verslag goed met 4 tegen 3 stemmen en stelt aan den Senaat voor het ontwerp van begrooting aan te nemen.

*De Verslaggever,*  
CYR. VAN OVERBERGH.

*De Voorzitter,*  
H. LAFONTAINE.

---

**BIJLAGE****BEDRIJVIGHEID DER COMMISSIE VOOR DE BEZUINIGING.**

VRAAG : De *Moniteur* van 6-7 Augustus 1928 maakt het eindverslag bekend van de Commissie belast met de studie van de werkwijze der Staatsdiensten.

Welk gevolg is de Regeering voornemens te geven aan de besluiten van dit eindverslag?

ANTWOORD :

**Eindverslag van de Commissie belast met de studie van de werkwijze der Staatsdiensten.**

VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
<b>I. — Hervorming van het geheel.</b>	
Herziening der kaders.	De kaders der verschillende hoofdbesturen werden vastgesteld bij koninklijk besluit van 16 December 1927.
<b>II. — Maatregelen van algemeenen aard.</b>	
1. Nieuwe wetsbepalingen. Financiële gevolgen.	De aanbevelingen van de Commissie werden nageleefd bij het onderzoek der wetsontwerpen en wetsvoorstellen.
2. Toezicht over de uitgaven der beheeren van den Staat.	Bedoeld toezicht wordt uitgeoefend door het Departement van Financiën bij het opmaken van de begrotingen. Met de wenken der Commissie wordt rekening gehouden.
3. Toelagen.	Voor de minste toelage is toelating vanwege het Comité van de Schatkist vereischt.
4. Provinciale financiën in hare betrekkingen met de Staatsfinanciën.	Wordt onderzocht.
5. Gelijkijdige financiële tusschenkomsten van den Staat, de provincie en de gemeente in dezelfde werken, instellingen of ondernemingen.	Wordt onderzocht.
6. Aanwerving van ambtenaren en bedienden van den Staat.	Wordt onderzocht in al de Departementen.
7. Bevordering ter keuze.	Wordt onderzocht.
8. Beschikbaarstelling van de ambtenaren. Pensioenstelsel.	1° De voorwaarden van de beschikbaarstelling werden geregeld bij de Koninklijke besluiten van 6 Mei 1923, 1 April 1925, 12 Mei 1927 en 7 April 1928.
	2° Een bijzondere Commissie zet de studie voort van het pensioenstelsel.
9. Concentratie van den pensioendienst.	Houdt verband met de vorige vraag.
10. Comptabiliteitsdiensten.	De conclusiën werden niet aangenomen.
11. Uitbetalingen van wedden en pensioenen.	Geregeld bij Koninklijk besluit van 21 September 1926.
12. Bibliotheek der bestuursdiensten.	Een centraal comité voor de bibliotheken werd samengesteld, volgens den wensch van de Commissie, om het door haar opgemaakt programma uit te voeren.
13. Commissiën bij de ministerieele Departementen.	Wordt onderzocht.



VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
<b>III. — Voorstellen betreffende de verschillende beheeren en de verschillende diensten en inrichtingen.</b>	
1. Departement van Economische Zaken.	De vereffening van de diensten van het vroeger Departement van Economische Zaken wordt voortgezet door het Ministerie van Financiën.
2. Diensten der pensioenen gesproken uit den oorlog en over het algemeen van al de militaire pensioenen.	Geregeld bij Koninklijk besluit van 16 December 1927, tot bepaling van de algemeene kaders der hoofdbesturen.
3. Afrekeningsdienst.	De wensch der Commissie werd verwezenlijkt.
4. Mijnraad.	Geregeld bij het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.
5. Uitgaven van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.	Conclusiën grootendeels aangenomen en verwezenlijkt.
6. Krijgshospitalen.	Conclusiën gedeeltelijk door het Comité van de Schatkist aangenomen. Sommige gasthuizen werden afgeschaft.
7. Algemeen burgerlijk beheer van het Departement van Landsverdediging.	Geregeld bij het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemeene kaders der hoofdbesturen.
8. Ministerie van Openbare Werken.	Conclusiën grootendeels aangenomen.
9. Beheer van Zeewezen.	Deze zaak werd in haar geheel door het Departement van Spoorwegen onderzocht.
10. Centrale dienst voor drukwerken.	Gedeeltelijk opgelost naar den wensch der Commissie.
11. <i>Moniteur belge</i> .	In November 1927, heeft het Comité van de Schatkist den aankoop toegelaten van een drukmachine om de rendearing van deze instelling te verhoogen.
12. Algemeen bestuur van Sociale Verzekering en van Sociale Voorzorg.	Geregeld bij het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.
13. Toelagen aan het nijverheids- en beroepsonderwijs.	Wordt onderzocht.
14. Nationale Maatschappij der goedkope woningen en huisvestingen.	De Maatschappij heeft een bedrag van 2,375,000 frank terugbetaald, wat de voorschotten vertegenwoordigt door den Staat gedaan om vanaf haar ontstaan hare bestuurskosten te dekken.
15. Ambt voor Ambachten en Neringen.	Geregeld bij het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.
16. Koninklijke Kanonnengieterij.	Conclusiën grootendeels door het Comité van de Schatkist aangenomen.
17. Militaire maalterij te Antwerpen.	Op het arbeidsloon en de fabricage-kosten werd ernstig bezuinigd. De maalterij werd behouden, doch bij zijn onderzoek heeft het Comité van de Schatkist wijziging toegebracht aan het aankoopstelsel van het graan, wat groote bezuinigingen mogelijk maakt.
18. Nota betreffende de bakkerijen.	Conclusiën grootendeels door het Comité van de Schatkist aangenomen.
19. Uitrusting en beddegoed.	Conclusiën door het Comité van de Schatkist aangenomen.
20. Koelkamers, kolenpark en koffiebrandery.	Conclusiën door het Comité van de Schatkist aangenomen. Beschikbare gronden en materieel werden verkocht.
21. Staatslandbouwinstituut te Gemblours.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.
22. Staatslandbouwinstituut te Gent.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.
23. Practische middelbare Staatslandbouwschool te Hoei.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.

VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
24. Tuinbouwschool te Vilvoorde.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.
25. Middelbare tuinbouwschool te Gent.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.
26. Hooger Instituut voor landbouwhuishoudkunde.	De Regeering heeft besloten dit gesticht in stand te houden.
27. Veeartsenijschool te Cureghem.	Wordt onderzocht.
28. Rondreizende huishoudelijke landbouwscholen.	Conclusiën door het Ministerie van Landbouw aangenomen.
29. Subsidies aan de instellingen van huishoudelijk landbouwonderwijs en tuinbouwonderwijs.	De afschaffing van de toelagen voor het landbouwonderwijs kon door het Comité van de Schatkist niet worden aangenomen.
30. Laboratoria van het Ministerie van Landbouw.	Een ontwerp van centraal laboratorium werd aan de Commissie gevraagd. Het onderzoek is niet afgelopen.
31. Algemeen bestuur van nijverheid.	Conclusiën aangenomen.
32. Beheer der mijnen.	Conclusiën aangenomen in het ontwerp van kader door den Ministerraad goedgekeurd.
33. Nijverheidsinspectie.	Conclusiën aangenomen.
34. Koel- en vriesdiensten.	De koeldiensten werden aanbesteed.
35. Koninklijke Academie van Wetenschappen, Letteren en Schoone Kunsten.	De conclusiën werden grotendeels door het Comité van de Schatkist aangenomen.
36. Diensten van electriciteit en electromechaniek van het Beheer van bruggen en wegen.	Deze diensten werden bij het Departement van Openbare Werken geconcentreerd.
37. Ambt der electriciteit.	Een tweede verslag werd ingediend. Conclusiën aangenomen.
38. Dienst voor propaganda en toerisme.	Zie n <sup>o</sup> 9 <sup>o</sup> .
39. Dienst der pakketbooten Oostende-Dover.	Het Comité van de Schatkist sloot zich bij de meeste conclusiën aan.
40. Koninklijk Museum van Schoone Kunsten van België.	Conclusiën door het Comité van de Schatkist aangenomen.
41. Sterrenwacht en weerkundig instituut.	Conclusiën gedeeltelijk door het Comité van de Schatkist aangenomen.
42. Koninklijke Commissie voor de monumenten en landschappen.	Het onderzoek van dit verslag verschafte aan het Comité van de Schatkist de gelegenheid voor dit gesticht en andere dergelijke het afschaffen van het stelsel van jaarlijksche dotatie voor te stellen. Sedert 1 Januari 1928 werd hun financieele beheer aan de regelen der openbare boekhouding onderworpen.
43. Koninklijk Museum van Schoone Kunsten te Antwerpen.	Conclusiën door het Comité van de Schatkist aangenomen, behalve voor de verhooging der inkomgelden.
44. Chineesch paviljoen en Japaneesche toren.	De meeste conclusiën werden door het Comité van de Schatkist aangenomen.
45. Domein van Gaesbeek.	Conclusiën grotendeels door het Comité van de Schatkist aangenomen.
46. Belgisch historisch instituut te Rome.	Het Comité van de Schatkist heeft gedeeltelijk de conclusiën van dit verslag aangenomen.
47. Koninklijke Musca van het Jubelpark.	

VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
48. Provinciale besturen en arrondissementscommissariaten.	Het Comité van de Schatkist sloot zich aan bij de voorstellen betreffende het kader van deze besturen. De graad van bestuurder werd afgeschaft.
49. Beheer der pensioenen bij het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.	Rekening werd gehouden met de voorstellen van de Commissie bij de vaststelling van de kaders van het Departement.
50. De gevangenis.	Conclusiën grootendeels aangenomen.
51. Museum van Belgisch Congo.	De meeste conclusiën werden door het Comité van de Schatkist aangenomen.
52. Diensten van Waters en Bosschen.	Het Comité van de Schatkist sloot zich bij de meeste voorstellen aan.
53. Exploitatie van den buurtspoorweg van Bergen naar Boussu.	Conclusiën niet aangenomen. De exploitatie van de lijn door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen wordt in het vooruitzicht gesteld.
54. Kruidtuin.	Conclusiën gedeeltelijk door het Comité van de Schatkist aangenomen.
55. Rekendienst van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.	Het voorgesteld kader werd aangenomen.
56. Inrichtingen van de Kinderbescherming.	Het kader alleen moet nog worden geregeld.
57. Hoeven gehecht aan de opvoedingsinrichtingen voor jongens.	De conclusiën met betrekking tot de afschaffing van de hoeve te Moll en de vermindering van de bebouwing bij de overige gestichten konden door het Comité niet worden aangenomen, wegens de dagorde door de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 2 Maart 1926 aangenomen.
58. Beheer van het kadaster.	De herinrichting van dezen dienst ligt ter studie.
59. Diensten ahangende van het Ministerie van Landbouw (1 <sup>e</sup> en 2 <sup>e</sup> algemeene besturen) : Gezondheids-politie der huisdieren, enz.	Conclusiën gedeeltelijk door het Comité van de Schatkist aangenomen.
60. Algemeen archief van het Koninkrijk.	Conclusiën gedeeltelijk door het Comité van de Schatkist aangenomen.
61. Staatshoogescholen.	Het Comité van de Schatkist sloot zich gedeeltelijk bij de voorstellen aan.
62. Koel- en vriesinrichtingen van den Staat (tweede verslag).	Zie n° 34.
63. Middenstandsambt.	Deze dienst bleef behouden spijs de voorstellen van de Commissie.
64. Buitendiensten van het Beheer van Bruggen en Wegen.	Conclusiën in haar geheel aangenomen.
65. Dienst der Staatsgebouwen.	Het Comité van de Schatkist sloot zich aan bij de concentratie van al de diensten, die zich met Staatsgebouwen onledig houden, met uitsluiting van de militaire gebouwen, bij het Beheer der burgerlijke gebouwen.
66. Nationale Maatschappij der goedkoope woningen (tweede verslag).	Zie n° 14.
67. Werkhuizen van de maritieme genie te Oostende.	Zie n° 9.
68. Boekhouding van de landbouwondernemingen ahangende van het Ministerie van Justitie.	Wordt onderzocht.
69. Toldienst.	De meeste voorstellen werden door het Comité van de Schatkist aangenomen in overleg met het Departement van Financiën.

VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
70. Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers.	De conclusiën konden door het Comité van de Schatkist niet worden aangenomen wegens de zelfstandigheid die door de organieke wet aan deze instelling werd toegekend.
71. Koninklijke Conservatoria.	
73. Koninklijk Conservatorium van Brussel.	
73. Koninklijk Conservatorium van Luik.	Conclusiën door het Comité van de Schatkist aangenomen in overleg met het Departement.
74. Koninklijk Conservatorium van Gent.	
75. Koninklijk Vlaamsch Conservatorium van Antwerpen.	
76. Hoeven gehecht aan de opvoedingsinrichtingen voor jongens.	
77. Dienst der accijnzen.	Zie n <sup>o</sup> 57.
78. Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers.	De meeste conclusiën werden door het Comité van de Schatkist aangenomen. In den zin van de voorstellen van de Commissie worden hervormingen in het vooruitzicht gesteld.
79. Gesticht te Hoogstraeten.	Zie n <sup>o</sup> 70.
80. Gesticht te Merxplas.	Wordt onderzocht.
81. Dienst voor plantenziektenleer.	Wordt onderzocht.
82. Papier en drukwerken.	Zaak geregeld. Voorgesteld kader aangenomen.
83. Ondergeschikte agenten der hoofdbeheeren.	Een onderzoek werd door het Comité van de Schatkist voorgeschreven. De verschillende departementen werden verzocht hunne afgevaardigden aan te duiden.
84. Zeecommissariaten.	De kaders werden bepaald volgens de voorstellen van de Commissie.
85. Maritieme genie.	Zie n <sup>o</sup> 9.
86. Veren.	Zie n <sup>o</sup> 9.
87. Koninklijke Bibliotheek.	Zie n <sup>o</sup> 9.
88. Staatslaboratoria. Versmelting.	Wordt onderzocht.
	Wordt onderzocht.

**Lijst der door het bureel der Commissie behandelde kwesties die het voorwerp van mededeelingen aan de Regeering uitgemaakt hebben.**

1. Handelsstatistiek en eventuele aankoop van machines.	Het Comité van de Schatkist heeft op 7 Mei 1928 den aankoop toegelaten van de eerste automatische « Powers » tel- en statistiekmachines.
2. Aankoop van eene nieuwe rotatiepers voor den <i>Moniteur belge</i> .	De aankoop werd door het Comité van de Schatkist op 18 November 1927 toegelaten.
3. Kwesties betreffende de inrichting van eene werkbeurs.	Eene arbeidsbeurs werkt bij het Kabinet van den Eersten-Minister.
4. Vermindering van het personeel der administraties van den Staat tot het effectief van 1914.	Zaak geregeld bij Koninklijk besluit van 16 December 1927 tot vaststelling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.
5. Verhooging van de wedden der hoogere ambtenaars en vermindering der effectieven.	Zaken geregeld bij Koninklijk besluit van 16 December 1927 met betrekking tot de bezoldiging van de Staatsbedienden en bij dit van denzelfden datum tot vaststelling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.

VOORWERP DER VERSLAGEN.	GEGEVEN GEVOLG.
6. Verkoop van de pakketboot « Princesse Clémentine ».	Zie n° 9.
7. Vervanging van het schip der visscherijpolitie « Zinnia » door een treiler of eene loodsboot.	Zie n° 9.
8. Vaststelling op den deciem of den halven deciem van de sommen die in de comptabiliteit van den Staat als uitgegeven of als ontvangen moeten geboekt worden.	Zaak afgelopen (zonder gevolg).
9. Wijzigingen in eenige artikels van de gemeentewet ten gevolge van de muntstabilisatie.	Eerlang wordt een wetsontwerp ingediend.
10. Afschaffing van de tweede postbestelling in de plattelandsgemeenten van minder belang.	Meer dan duizend aanvullende bestellingen konden worden afgeschaft.
11. Postabonnementen. — Wijzigingen in het huidige regiem.	Tariefverhoogingen werden uitgevaardigd.
12. Taxes op de radio-posten.	Maatregelen werden genomen om de formaliteiten voor de inrichting te beperken en maatregelen zullen genomen worden om de ontvangsten te verhoogen.
13. Aanbrenging van verwarmingsinstallaties in de Staatsgebouwen.	Het Comité van de Schatkist hield zich onledig met de verschillende verslagen over de verwarming van de ministerieele departementen. Met de voorstellen van de Commissie wordt rekening gehouden.
14. Militair-landkaart Instituut.	Na proefneming moest van de methode door de Commissie voorgesteld worden afgezien.
15. Pensioenbrevetten.	Zie n° 8, 2°.
16. Samentrekking der drukwerkdiensten.	Zie n° 82.
17. Meer oordeelkundige verdeling der Staatstoelagen.	Het toezicht van het Comité van de Schatkist wordt stelselmatig uitgeoefend op elke toekenning van toelagen.
18. Wijzigingen in de verdeling en de groepeerings der ministerieele bevoegdheden.	De aangenomen conclusiën werden vastgelegd in het Koninklijk besluit van 16 December 1927 tot vaststelling van de kaders bij de hoofdbesturen.
19. Ongewenstheid van de versmelting van het zee- en het luchtwezen.	Voorstel aangenomen.
20. Groepeerings van de ministerieele bevoegdheden betreffende de buurtspoorwegen, de autobussen en de tramwegen.	Wordt onderzocht door eene commissie samengesteld uit afgevaardigden van de betrokken departementen.
21. Uitgaven veroorzaakt door de ministerieele hotels.	<i>Statu quo</i> behouden.
22. Vereffeningsdienst van het Nationaal Comité.	De opdracht van dezen dienst is afgelopen.
23. Gezondheidsdienst op de Schelde te Doel.	Conclusiën aangenomen.
24. Vermindering der effectieven van het personeel der bestuurlijke bureelen.	Geregeld bij Koninklijk besluit van 16 December 1927 tot vaststelling van de algemeene kaders bij de hoofdbesturen.
25. Te nemen maatregelen voor de vaststelling der kaders van de buitendiensten.	Wordt onderzocht.
26. Respectieve bevoegdheden van het Beheer der posterijen en van zekere fiscale beheeren.	} Afgelopen. <i>Statu quo</i> behouden.
27. Mogelijkheid het Beheer der douanen en accijnzen te vereenigen met dat der belastingen.	
28. In regie onderhouden tuinen.	Conclusiën niet aangenomen : <i>statu quo</i> blijft behouden.
29. Lastkohier voor bestellingen der stookplaatsen.	Het Comité van de Schatkist heeft de verschillende departementen verzocht zich te laten leiden door dit verslag bij hunne bestellingen van stoomketels.
30. Lastkohier voor de aankopen van kolen.	Wordt onderzocht.